

## Gaëtane RICARD-NIHOUL

Secrétaire Générale de *Notre Europe*.  
Docteur en politique européenne de l'université  
d'Oxford, elle s'est spécialisée dans les questions  
de développement institutionnel de l'Union.  
Elle est auteure de l'étude de *Notre Europe*  
«Le non français du 29 mai : comprendre, agir».

## VISIONS D'EUROPE

### Actes du colloque : Notre Europe demain 18 novembre 2006 – Sénat

Notre Europe a fêté ses dix ans d'existence à la fin de l'année 2006, quelques mois avant les célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome, qui, peu de temps après la CECA, a posé les bases de la Communauté européenne. Cette convergence des deux anniversaires offrait une occasion unique de faire un bilan et, forts des leçons du passé, de tracer des pistes pour l'avenir de la construction européenne. C'est ce qui a été fait lors d'un grand Colloque, intitulé « Notre Europe demain », organisé au Sénat en partenariat avec le Groupe Nouvel Observateur-Challenges. Evoquant leurs souvenirs, bons ou mauvais, de l'histoire de l'intégration européenne, les personnalités intervenant dans ce Colloque ont plaidé pour une mise en perspective de la crise actuelle, au regard de tous les obstacles déjà franchis par l'Union européenne. Mais ils ont aussi mis en garde contre un relâchement de la vigilance à l'égard du projet européen, contre les risques de voir se perdre en cours de route le soutien de l'opinion publique, et rappelé la nécessité de ne pas dénaturer l'esprit européen et la méthode communautaire. Selon eux, un retour en arrière est possible et sera même inévitable si les Etats membres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une nouvelle vision commune, un compromis sur la relation de l'Europe à la mondialisation - mondialisation par rapport à laquelle l'Union ne peut et ne doit se constituer ni comme rempart absolu, ni comme Cheval de Troie.

[www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu)  
e-mail : [info@notre-europe.eu](mailto:info@notre-europe.eu)



## Actes du colloque Notre Europe demain

Synthèse par Gaëtane RICARD-NIHOUL

Our Europe Unser Europa  
La nostra Europa A nossa Europe  
Nuestra Europa ons Europa η Ευρώπη μας  
Vårt Europa L-Ewropa tagħna Noastră Europa



Vores Europa A mi Európánk Naše  
Evropa Nasza Europa Нашата Европа Meie Euroopa  
Mūsu Europa Mūsu Eiroopa Waša Eurōpa  
Naša Evrópa Meidan Eurooppamme  
Notre Europe



Actes du  
**10**  
ans  
colloque

# Actes du colloque Notre Europe demain

18 novembre 2006 - Sénat



### **Gaëtane Ricard-Nihoul**

GAËTANE RICARD-NIHOUL EST SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE *NOTRE EUROPE*.

DOCTEUR EN POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'UNIVERSITÉ D'OXFORD, ELLE S'EST SPÉCIALISÉE DANS LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNION.

ELLE A NOTAMMENT PARTICIPÉ, EN TANT QUE CONSEILLÈRE DE LA VICE-PREMIÈRE MINISTRE BELGE, AU CONSEIL EUROPÉEN DE NICE ET À LA PRÉPARATION DE LA DÉCLARATION DE LAEKEN.

ELLE EST AUTEUR DE L'ÉTUDE DE *NOTRE EUROPE* « LE NON FRANÇAIS DU 29 MAI : COMPRENDRE, AGIR ».

## **Notre Europe**

*Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, l'association a l'ambition depuis 1996 de « penser l'unité européenne ».*

*Il s'agit de contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Il s'agit également de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.*

*Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous forme de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Ses analyses et propositions se concentrent autour de quatre thématiques :*

- *Visions d'Europe : la méthode communautaire, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne, le projet européen sont une œuvre en perpétuel mouvement. Notre Europe s'efforce de tracer une voie dans la multitude des futurs possibles.*
- *La démocratie européenne en action : la démocratie se construit au quotidien. Notre Europe croit que l'intégration européenne concerne tous*

les citoyens, acteurs de la société civile et niveaux d'autorité dans l'Union et cherche donc à dégager les voies pour démocratiser la démocratie européenne.

- *Coopération, compétition et solidarité* : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » sont l'essence du contrat européen selon Jacques Delors. Fidèle à cette vision, Notre Europe explore et avance des solutions innovantes en matière économique, sociale et de développement durable.
- *Europe et gouvernance mondiale* : modèle original de gouvernance dans un monde de plus en plus ouvert, l'Union européenne a un rôle croissant à jouer sur la scène internationale et pour le développement d'une gouvernance mondiale efficace, que Notre Europe contribue à définir.

Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : [www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu).

## Table des matières

<b>Notre Europe</b>	<b>P. 3</b>
<b>I - Notre Europe demain : éléments de synthèse</b>	
- Regard vers le passé : bons et mauvais souvenirs	<b>P. 8</b>
- Regard vers le passé : les leçons de cette expérience	<b>P. 11</b>
- Entre le monde et la nation : retrouver l'envie d'Europe	<b>P. 14</b>
<b>II - Notre Europe demain : exposé des intervenants</b>	
<b>2.1 Débats de la matinée</b>	<b>P. 21</b>
- « Au commencement, ils étaient six »	<b>P. 21</b>
- Questions du public	<b>P. 49</b>
<b>2.2 Débats de l'après-midi</b>	<b>P. 55</b>
- « Entre le monde et la nation, retrouver l'envie d'Europe »	<b>P. 55</b>
- Questions du public	<b>P. 78</b>
<b>Conclusions de Pascal Lamy</b>	<b>P. 87</b>

## I. Notre Europe demain : éléments de synthèse

---

PAR GAËTANE RICARD-NIHOUL,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE NOTRE EUROPE

Lors de sa fondation en 1996 par Jacques Delors, Notre Europe s'est fixé un objectif à la fois simple et ambitieux : celui de « penser l'unité européenne ». Quelle belle occasion dès lors que de célébrer ses dix ans d'existence parallèlement à l'anniversaire des 50 ans du Traité de Rome, qui peu de temps après la CECA posait les bases de la Communauté européenne. L'occasion de faire un bilan : quelles fiertés, quelles déceptions, quels enseignements peut-on retirer de ces 50 années d'intégration européenne ? L'occasion de se tourner vers l'avenir dans une période de l'histoire européenne qui semble plus incertaine : quels objectifs, quel projet, quelles politiques, quelles institutions peut-on imaginer et construire pour l'Europe de demain ? Pour discuter de tout cela, Notre Europe a souhaité réunir une douzaine de personnalités européennes lors d'un grand colloque intitulé « Notre Europe demain », organisé au Sénat en partenariat avec le Groupe Nouvel Observateur-Challenges.

## Regard vers le passé : bons et mauvais souvenirs

Le panel du matin a réuni des hommes politiques dont l'action a été déterminante dans l'histoire récente de l'intégration européenne, pour regarder en arrière et tirer de ce passé les leçons et éclairages dont le projet européen contemporain pourrait bénéficier. L'heure n'était pourtant pas à la nostalgie. Comme l'a rappelé **Jacques Delors** dans son introduction : « *il est courant de dire aujourd'hui que ce n'est pas facile mais il y a cinquante ans, ce n'était pas facile non plus. S'il y a déjà eu des tentatives d'union politique dès la fin des années 1940, il faut se rappeler les difficultés des premières initiatives, notamment la mise en place de la CECA. Dans certains pays, on trouvait ce texte trop dirigiste, trop supranational, en confiant certaines responsabilités à la Haute Autorité. Si l'on se rappelle aussi l'échec de la CED et enfin le travail quasiment miraculeux qui a été mené à Messine pour déboucher sur le Traité de Rome, on se rend compte que ce n'était pas facile du tout* ».

C'est dans cet esprit, en effet, que les intervenants vont raconter, à la demande de l'animateur du panel, Laurent Joffrin, alors directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, le meilleur et le plus mauvais souvenirs de leur expérience européenne. **Jean François-Poncet** se souvient du rejet par le Parlement français du Traité CED comme d'un drame terrible pour l'Europe et humiliant pour la France. Il rappelle à quel point le contexte était encore très défavorable lorsque les Six sont parvenus à adopter le Traité de Rome. On a oublié, selon Jean François-Poncet, à quel point la France et l'Allemagne étaient éloignées en 1956 quand la négociation a commencé sur ce qui devait devenir un marché commun. L'Allemagne, nous dit-il, « *avait fait une réforme monétaire et du libéralisme à l'intérieur, l'ouverture des frontières et le libre échange à l'extérieur. La France avait une économie administrée, un contrôle des échanges et des prix... Il a fallu réconcilier dans un Traité commun des visions complètement différentes* ».

Et il ajoute : « *il me semble qu'aujourd'hui, nous sommes plus proches d'un modèle commun qui est l'économie sociale de marché mais la différence évidente est qu'il y avait une volonté politique extrêmement forte* ».

Cette volonté politique, **Karl Lamers**, en parle aussi, en évoquant le souvenir d'un entretien avec Helmut Kohl, lequel, déçu des réticences de certains vis-à-vis de la réunification allemande, avait pourtant conclu de cette manière « *bien évidemment, ceci n'est pas très positif. Mais premièrement, après tout ce que l'Allemagne a fait subir à l'Europe, il faut le comprendre. Et deuxièmement, il est dans notre propre intérêt de faire avancer le processus d'intégration européenne. L'Allemagne réunifiée ne doit plus jamais se retrouver coincée dans cette situation, au milieu de tous ces conflits sur notre continent* ».

**Wim Kok** met en avant, quant à lui, la période des années 1980 pour montrer les obstacles déjà franchis par l'Union européenne. C'est au moment où l'Union européenne, nous rappelle-t-il, était considérée comme le vieil homme malade du monde, souffrant de sclérose, moquée par tous, que l'idée du marché intérieur (objectif 1992) a germé, et a prouvé que l'Europe pouvait retrouver la santé économique. Son expérience le rend donc optimiste : « *même en période de désarroi économique et politique, il y a des manières et moyens pour apporter du soutien et trouver de nouvelles solutions* ».

**Jacques Santer** se souvient aussi avec fierté de l'Acte Unique réalisé, sur base du livre blanc présenté par Jacques Delors à Milan, en six mois sous présidence luxembourgeoise, à l'époque de ce qu'on appelait « l'euroscélérose ». Si le marché intérieur a donné une nouvelle dynamique à l'Europe, Jacques Santer souligne qu'il reste encore à exploiter toutes les possibilités de celui-ci. Selon lui, « *il y a encore des segments entiers à valoriser, notamment dans le secteur des services, de l'énergie, de l'intégration* ».

*des marchés financiers et du secteur social* ». Dans un registre plus amer, Jacques Santer se souvient d'une visite à la Maison Blanche pour rendre compte des travaux du Conseil Européen au Président Bush père. Une des propositions des Européens était de demander aux Américains de s'occuper de la Yougoslavie. Jacques Santer raconte : « *compte tenu des expériences que nous avons eues, nous avons bien vu que Milosevic s'était écarté des autres et allait entrer en guerre s'il y avait une reconnaissance des Etats de la Fédération par l'UE. George Bush nous a répondu avec quatre mots, c'était après la guerre du Golfe en 1991 : 'That's your business'. Or les Européens n'étaient pas prêts : nous n'avions pas de défense commune. Depuis lors, j'ai toujours œuvré pour qu'on ait non seulement une politique étrangère commune mais une politique de défense commune et les moyens pour la mettre en œuvre* ».

**Etienne Davignon** se remémore, comme à la fois son meilleur et plus mauvais souvenir, une Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (l'ancêtre du Conseil européen) au cours de laquelle, suite à une réticence de la France, on a « troqué » l'idée de l'élection du Parlement européen au suffrage universel contre celui de transformer, en dix ans, toutes les relations entre Etats membres en une Union européenne. Pour lui cet exemple décrit bien le paradoxe de l'exercice européen : « *une contradiction permanente entre des visées et préoccupations à court terme, sur lesquelles on hésite et on ne trouve pas l'unanimité, et des visées à long terme pour lesquelles on ne veut pas prendre le risque de tuer le rêve et la perspective* ».

## Regard sur le passé : les leçons de cette expérience

Première conclusion de ce regard dans le passé : l'Europe d'aujourd'hui est en quelque sorte, selon les mots de **Jacques Santer**, victime de son propre succès. Les Etats membres vivent la plus longue période de paix de leur histoire. Mais, comme le souligne J. Santer : « *pour une génération qui est née après la Seconde Guerre Mondiale, la situation a évolué d'une façon tout à fait différente. Elle accepte tout ce qui existe à l'heure actuelle comme étant donné, comme par exemple la libre circulation dans les études que l'on peut faire à travers les Etats Membres* ». Or celui-ci se souvient des énormes difficultés qu'il a rencontrées lorsqu'il a fait ses études à Strasbourg et à Paris.

C'est également en tirant les leçons du passé que **Wim Kok**, observant la situation actuelle suite au rejet du Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, hésite à utiliser le mot crise, qui ne doit pas être employé trop vite si l'on regarde les périodes difficiles de l'histoire qui ont été surmontées. Mais Wim Kok met en garde : cela reste une situation dangereuse. Le remède n'est pas, selon lui, de recommencer le débat constitutionnel mais de creuser plus profondément et restaurer la confiance auprès de populations qui sont, à juste titre ou non, largement dominées par la peur et l'incertitude. Comme il le souligne : « *Ils ont peur que la globalisation soit dangereuse pour la sécurité et la perspective d'emploi, ils craignent le monde extérieur et même parfois Bruxelles parce qu'ils craignent pour le futur. L'Europe peut remobiliser si nous, et en particulier la Commission mais aussi les leaders européens dans les capitales, essayons de redéfinir pourquoi nous avons besoin de l'Europe* ».

**Karl Lamers** n'a, quant à lui, pas d'hésitation à parler d'une crise et plaide, comme Wim Kok, pour un retour à un questionnement fondamental. Pour lui, même si on parvient à ratifier le Traité constitutionnel européen entiè-

rement ou dans ses parties principales, la crise européenne ne sera pas terminée. Car il s'agit d'une crise de l'image que l'Europe se fait d'elle-même. Celle-ci consistait depuis toujours dans l'objectif de combiner en Europe et à l'intérieur de ses nations un système d'économie libérale avec un système social solidaire, de créer liberté et justice. Or, selon K. Lamers, «*si nous avons ce monde unique, ce qui ne veut pas dire uni ou unitaire, il faut se poser la question qui correspond à notre problème de vouloir lier la liberté et la justice : est-ce que l'on peut définir encore au niveau national, c'est-à-dire à l'intérieur des frontières, ce qui est social, ce qui est juste dans ce monde unique, ou ne s'agit-il pas davantage d'une redistribution globale ? Je suis profondément convaincu qu'il s'agit aussi de cette question et que par conséquent le débat sur la justice sociale en Europe ne peut être mené que si l'on apporte en même temps une réponse à la question de la justice dans le monde* ».

**Etienne Davignon** met aussi en garde contre à la fois un excès de pessimisme et un relâchement de la vigilance sur le sens profond que l'on veut donner à l'idée d'intégration européenne. Il s'interroge : «*Est-ce que l'Europe s'est arrêtée ? La réponse est non. Est-ce que l'Europe perd de sa signification ? La réponse est oui* ». Et il plaide pour la réouverture d'un débat sur ces questions fondamentales – débat qui devrait porter selon lui sur deux éléments essentiels. Tout d'abord, la méthode communautaire. Il rappelle la première difficulté institutionnelle rencontrée par l'Europe des Six lorsque celle-ci a débattu du Plan Fouchet, sur l'unification politique de l'Europe, refusé parce qu'il proposait une Union européenne alternative. «*Cela veut dire* », ajoute E. Davignon avec force, «*que l'on n'a pas transigé sur des questions constitutives du fonctionnement de l'Europe, et j'ai peur qu'aujourd'hui on soit en train de se demander si on ne devrait pas faire des compromis sur cette question pour recréer un consensus. Je crois que c'est une formidable illusion, le consensus ne sera pas recréé et ensuite les institutions ne seront pas efficaces* ». Il rappelle, dans cette méthode, le rôle

central de la Commission. «*Je suis frappé* », poursuit-il, «*qu'aujourd'hui le sauvetage se trouve dans les présidences... or quel miracle peut être réalisé en six mois ?... La présidence est une institution qui veille à ce que le Conseil des Ministres fonctionne convenablement et, en utilisant les propositions qui sont sur la table, conduise à rapprocher les points de vue, mais cela ne veut pas dire faire des propositions alternatives à la proposition de la Commission* ». Il s'indigne, en second lieu, de la misère de la pédagogie européenne dans les écoles et les universités. Pour lui, on ne donne pas aux professeurs l'outil pour parler de l'Europe et on ne dépense pas assez d'argent pour la mobilité des étudiants. Pire, au moment où on s'inquiète du fait que l'Europe n'est pas comprise, on réduit la dépense sur ces sujets.

Revenir à l'essentiel en matière d'institutions est aussi ce que préconise **Jean François-Poncet**. «*Il y a eu* », nous rappelle-t-il, «*trois grandes avancées européennes : le Traité de Rome, l'Acte Unique et le Traité de Maastricht. Dans chaque cas, il y avait un objectif clair : Marché commun, Marché Unique, Monnaie Unique. Il y avait à chaque fois des dispositions institutionnelles permettant d'atteindre cet objectif ou en facilitant la réalisation... Il me semble aujourd'hui que l'objectif désormais, c'est de faire de l'Europe un acteur international de plein exercice. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'objectifs intérieurs qui soient désirables mais cela est l'objectif central* ». Mais, ajoute-t-il, «*pour l'atteindre il faut des institutions, il y a un bond institutionnel incontournable, celui que le traité constitutionnel avait l'objectif de réaliser* ».

Trois interventions de membres du Comité européen d'orientation de Notre Europe<sup>1</sup>, **Peter Sutherland**, **Maria Rodrigues** et **Anna Diamantopoulou**, et celles du public abordent notamment la question essentielle des

<sup>1</sup> Le Comité Européen d'Orientation (CEO) de Notre Europe réunit des personnalités européennes de haut niveau et se réunit une ou deux fois par an pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'Union. Ces débats sont source d'inspiration pour les travaux de Notre Europe. Une réunion extraordinaire du CEO a eu lieu à l'occasion de l'anniversaire des dix ans de Notre Europe.

« porteurs du projet Europe ». Qui sont-ils aujourd'hui ? Peter Sutherland plaide pour un renouvellement du débat politique sur l'Europe dans les anciens Etats membres et particulièrement en France où les politiques ne parviennent plus à « vendre » l'Europe. Le problème, comme le souligne le Professeur Mattera, c'est que l'on considère aujourd'hui comme des échecs des succès tels que celui de l'élargissement, qui est la plus grande réussite européenne depuis le 9 mai 1950 : « *nous avons la paix, nous avons remédié à une tragédie de l'histoire, une tragédie de l'Europe provoquée par elle-même* ». Beaucoup insistent sur l'importance d'avoir une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques européens et sur la nécessité d'investir dans les jeunes et l'éducation.

### **Entre le monde et la nation : retrouver l'envie d'Europe**

Le panel de l'après-midi regroupait en grande majorité une autre génération d'hommes et femmes politiques dont l'expérience européenne est également très riche. L'animateur, Vincent Beauvils, directeur de la rédaction de Challenges, leur a d'abord demandé ce qui, dans leur action européenne, les avait encouragé et ce qui les avait déçu. Tandis qu'Emilio Gabaglio et Nicole Notat se rappellent avec émotion la négociation du Protocole social de Maastricht, Guy Verhofstadt et Peter Medgyessy placent l'introduction de l'euro au premier rang des avancées récentes de l'intégration européenne. Emilio Gabaglio se dit quant à lui déçu de ce que la Convention a proposé en matière sociale tandis que Guy Verhofstadt et Josep Borrell évoquent avec tristesse les divisions de l'Europe au sujet de l'Irak. Peter Medgyessy considère la signature du Traité d'adhésion de la Hongrie à Athènes comme le moment le plus mémorable qu'il ait vécu. Nicole Notat regrette, elle, de ne pas avoir assez réalisé au moment où il le fallait l'importance d'expliquer le magnifique enjeu que représentait l'élargissement de l'Union européenne à l'Est.

**Pascal Lamy** pose la question essentielle pour l'avenir de l'Union : la crise actuelle de l'UE est-elle une crise passagère – courte si bien gérée, longue si mal gérée – ou bien est-elle, comme certaines thèses, telle celle de Gordon Brown, le soutiennent, la crise finale, le dernier soubresaut d'un projet qui va mourir après avoir épuisé sa pertinence historique : la pulsion d'unification ayant succédé à la Seconde Guerre Mondiale est-elle en train de s'épuiser ? L'échelon européen est-il en passe de perdre sa raison d'être entre les Etats Nations et le monde globalisé ? L'animateur relaye cette interrogation en demandant aux intervenants si, selon eux la mondialisation joue pour ou contre l'impératif européen ?

Paul-Henri Spaak le disait déjà à l'époque du Traité de Rome, nous rappelle **Guy Verhofstadt** : « *il n'y a en Europe que des petites nations* », avant d'ajouter : « *Il y a ceux qui le savent, comme la Belgique et ceux, comme le Royaume Uni, qui ne le savent pas encore* ». Guy Verhofstadt en est convaincu : ce ne sont pas ces petites Nations qui pourront peser au niveau mondial, dans un monde multipolaire, où auront émergé des puissances non seulement économiques mais aussi politiques et militaires, telles que la Chine, l'Inde, le Japon. Pour lui, si l'Europe et les Etats européens veulent encore jouer un rôle important dans cet ordre multilatéral, il sera nécessaire de créer une Fédération européenne. Guy Verhofstadt pense aussi que la seule manière de sortir de la crise constitutionnelle, est d'en sortir par le haut et de ne pas accepter une constitution minimaliste. Il faut qu'émergent « *des hommes politiques au niveau européen qui aient le courage de définir aujourd'hui le saut en avant qui doit être fait, comme c'était le cas dans les années 50, après l'échec de la CED* ».

**Josep Borrell** explique également que le point de vue de l'Espagne vis-à-vis de l'Europe est positif de manière intuitive et naturelle, non seulement parce que l'Europe a été un phare sous la dictature mais aussi parce que les Espagnols ont intégré ce sentiment que l'Europe était leur seule façon

d'exister : « nous savions qu'à Doha l'Espagne ne pèserait pas toute seule. Et pour les accords de pêche avec le Maroc, heureusement qu'il existe des accords européens faits dans un cadre beaucoup plus large ». C'est, nous dit J. Borrell, « une étape beaucoup plus universaliste : nous acceptons que nous sommes petits et que pour réussir il faut s'unir. L'unité fait la force et nous en sommes très conscients ».

De même, pour **Nicole Notat**, le débat sur le caractère favorable ou non de l'impact de la mondialisation sur l'intégration européenne est en réalité dépassé. La question est plus « l'Europe a-t-elle envie de réagir dans les réalités de son temps » ? Pour N. Notat, il y a, en France peut-être plus qu'ailleurs, une absence de « basculement culturel sur la capacité à comprendre le monde ». Si cet *aggiornamento* est fait, en particulier dans les partis politiques, l'Europe, nous dit N. Notat, « apparaîtra comme un instrument utile ». Car la meilleure protection pour répondre aux peurs provoquées chez certains par les phénomènes de mondialisation, ajoute Peter Medgyessy, c'est d'avoir une Europe forte.

Pour **Poul Rasmussen**, la globalisation recèle effectivement un potentiel énorme et prometteur mais nous devons aujourd'hui créer le cadre qui permette de réaliser ce potentiel dans la vie de tous les jours. C'est un enjeu majeur car, nous dit P. Rasmussen « tant que nous ne parviendrons pas à formuler une réponse politique cohérente aux inquiétudes des citoyens ordinaires, nous ne pouvons pas leur demander d'aimer la construction européenne comme nous aimerions qu'elle soit ». « Pour l'instant », ajoute-t-il, « je ne peux pas leur assurer que nous n'aurons jamais de dumping social et que nous réalisons le triptyque de Jacques Delors, la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit ». Pour le Président du Parti socialiste européen, il ne sert à rien de se voiler la face : il y a actuellement une tendance au développement d'une compétition entre Etats. La réponse passe, pour lui, par la défi-

inition d'un agenda pour une Nouvelle Europe Sociale, en formulant une feuille de route commune de réforme des Etats providence et en coordonnant nos politiques économiques.

La coordination des politiques économiques est également l'objet des plaidoyers de **Guy Verhofstadt** et de **Josep Borrell**. Pour le premier, une politique de convergence économique pourrait être le nouveau moteur de l'intégration européenne : « comme avec le pacte de stabilité pour l'euro, il faut fixer des valeurs minimales et maximales à l'intérieur desquelles il y aurait comme une 'autoroute' socioéconomique, sur laquelle les différentes économies doivent se développer ». Pour G. Verhofstadt, les valeurs minimales sont nécessaires pour éviter le dumping social, ne pas tomber dans la compétition agressive au niveau européen ; et les valeurs maximales, pour rendre l'Europe compétitive. Pour le Premier Ministre belge, il est aberrant aujourd'hui qu'il y ait encore 12 (13 avec l'entrée de la Slovaquie) politiques économiques différentes dans la zone euro : « c'est comme si les Etats-Unis avec le dollar avaient 50 politiques économiques différentes : ce serait le chaos complet mais c'est pourtant ce que l'on fait pour le moment en Europe ».

**Josep Borrell** partage cette indignation et cite quelques exemples pour illustrer son propos : « on s'est mis d'accord pour partager quelque chose d'aussi important pour un investissement que le taux d'intérêt et on accepte tous les mêmes taux d'intérêt, même si pour quelques uns ils sont trop hauts et pour d'autres trop bas, mais on ne s'est même pas mis d'accord dans cette zone économique sur la manière de calculer le bénéfice d'une entreprise ». J. Borrell se demande par ailleurs s'il est raisonnable qu'un grand pays décide d'augmenter la TVA sans demander l'avis d'un autre grand pays qui est son voisin, et dont l'économie lui est tellement liée. Il poursuit en se demandant s'il est raisonnable que les Etats membres acceptent de fixer des standards environnementaux qui *in fine* déterminent le coût

des entreprises mais refusent systématiquement d'établir tout standard social. La poursuite de logiques si différentes risque, selon J. Borrell, de ne pas tenir longtemps car on a déjà payé très cher en termes d'emplois ce manque de volonté de cohérence dans l'intégration économique.

**Josep Borrell** comme N. Notat soutiennent l'idée de G. Verhofstadt de réaliser cette coordination au moins dans la zone euro, si elle est impossible à 27. Pour Borrell, il est normal de penser que ceux qui ont décidé de partager la même confiance dans une monnaie unique soient plus prêts que d'autres à partager plus d'intégration politique et donc plus de convergence sociale. Pour **Nicole Notat**, ce « noyau » doit continuer son chemin et penser dans le même mouvement la politique économique, le développement industriel et la cohésion sociale. E. Gabaglio insiste aussi sur la politique industrielle, soumise aux contraintes de la mondialisation sans réponse européenne adéquate. **Peter Medgyessy** - à qui Vincent Beaufiles demande ce qu'un ancien premier ministre hongrois, qui a amené son pays vers l'Europe, pense de cette idée d'une eurozone plus intégrée que l'UE à 27 - considère qu'il est incontournable de créer une Europe à plusieurs vitesses. Il faut selon lui créer des groupes - et l'eurozone pourrait être un de ceux-là - et laisser ouverts ces groupes à ceux qui sont capables de les rejoindre mais peut-être aussi trouver un mécanisme qui aide au rapprochement de ces groupes.

Vincent Beaufiles demande à **Guy Verhofstadt** de réagir à la proposition récente du Premier Ministre français de créer une taxe européenne. Le Premier Ministre belge se réjouit de ce que la France rejoigne la petite famille des pays qui veulent créer des ressources propres dans l'UE – mesure qui permettrait de changer complètement la donne : non seulement en dépassant le débat sur les contributions nationales nettes mais aussi en donnant plus de moyens à l'Europe. Comme il le souligne, « *ce qui va à l'UE représente 1% du produit intérieur brut européen, soit 40 fois moins que ce qu'on paye aux autorités nationales et locales et 20 fois moins que le poids de l'Etat fédéral américain* ».

Les questions du public ont tourné essentiellement autour de trois thématiques. Sur le dialogue social européen et la volonté des nouveaux Etats membres de s'y engager, **Emilio Gabaglio** parle d'une question de mise en pratique et de culture qui va prendre du temps. **Poul Rasmussen** émet un jugement critique sur l'état du dialogue social européen : « *les Syndicats souhaitent un dialogue social mais quel est aujourd'hui l'intérêt des Employeurs d'entrer dans ce dialogue ? Du temps de Jacques Delors, ils avaient un intérêt fondamental à aller à la table, parce qu'ils savaient que s'il n'y avait pas d'accord, la Commission viendrait avec une proposition. Aujourd'hui ils savent que la Commission ne viendra pas avec une proposition, donc quel est l'intérêt d'un compromis s'il n'y a pas de conséquence* » ?

**Vasso Papandreou**, membre du Comité européen d'orientation de Notre Europe regrette l'absence de véritable rôle international joué par l'Europe, ce que **Josep Borrell** déplore également lorsqu'il souligne que « *sur le Moyen-Orient, par exemple, nous avons une grande présence mais pas de politique* ». Jeunes et moins jeunes dans la salle s'étonnent de l'incapacité persistante de l'Europe à se « vendre » et à développer une vraie politique de communication. Josep Borrell fait le même constat et s'interroge : outre l'irréductible degré de complexité du fonctionnement de l'UE, une partie des difficultés tiennent aussi au fait que l'Europe n'a pas de solutions immédiates aux problèmes des citoyens et des jeunes en particulier, notamment parce qu'un certain nombre de ces problèmes (chômage, loyer, précarité de l'emploi etc.) relèvent des politiques nationales.

**Pascal Lamy** conclut des échanges de l'après-midi qu'un constat semble se dégager : celui non pas d'une crise institutionnelle mais d'une crise plus politique, de légitimité et de sens – et que le sens à donner au projet européen contemporain réside probablement dans le rapport à établir avec la mondialisation. Il engage dès lors les Etats membres à oser le débat sur cette question (qui pourrait avoir lieu lors d'une nouvelle discussion

sur la Partie III du Traité constitutionnel) et à trouver un compromis entre eux, au risque sinon de revenir cinquante ans en arrière. Ce compromis est possible, selon Pascal Lamy, qui considère que la mondialisation n'est ni à arrêter ni à prendre telle qu'elle est mais qu'il conviendrait de la maîtriser en prenant ses bienfaits et en corrigeant ses méfaits.

## II. Notre Europe demain : exposé des intervenants

---

### Débats de la matinée

#### « Au commencement ils étaient six »

**Jacques Delors** : Permettez-moi au nom du *Nouvel Observateur*, de *Challenges* et du groupement d'études *Notre Europe*, de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier pour votre intérêt envers l'Europe : cela nous change de ce qu'on entend tous les jours et c'est réconfortant.

Jean Daniel viendra tout à l'heure. Laurent Joffrin animera notre réunion. Permettez-moi de vous lire le message qui nous adresse le Président du Sénat, Christian Poncelet :

« Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Directeur Général de l'OMC, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs, le Sénat est

heureux d'accueillir aujourd'hui ce colloque consacré à l'Europe, qui va célébrer bientôt le 50<sup>ème</sup> anniversaire du traité de Rome. Je tiens, pour commencer, à saluer l'initiative prise par Notre Europe, qui nous rappelle en effet opportunément, combien l'aventure européenne a été mobilisatrice et doit continuer à l'être. L'Europe s'est construite sur les décombres laissés par la Seconde Guerre Mondiale. Cette épreuve, qui semble loin pour la jeunesse d'aujourd'hui, avait créé un sursaut, une volonté, et avait enfanté une construction européenne inédite dans l'histoire. Il vous appartiendra d'éprouver à nouveau ce désir d'Europe lors des débats de cet après-midi, pour surmonter la crise actuelle, notamment constitutionnelle. La renaissance de ce désir d'Europe, si présent il y a cinquante ans à Six, est en effet indispensable. Elle-seule permettra de répondre au besoin d'Europe que nous connaissons, alimenté quotidiennement par le monde instable et en rapide évolution d'aujourd'hui. Ces enjeux sont cruciaux : vos débats seront certainement très riches et je l'espère, fructueux. Il ne m'est malheureusement pas possible, comme je l'avais souhaité, d'être présent parmi vous aujourd'hui, et je remercie le président fondateur de Notre Europe, mon ami Jacques Delors, d'avoir accepté de lire ce message, en mon nom. En vous renouvelant mes vœux de cordiale bienvenue, je vous souhaite à tous et à toutes d'excellents travaux, en espérant que vous garderez de votre passage au Sénat un très bon souvenir ».

Si vous suivez l'actualité italienne, vous savez que Monsieur Tommaso Padoa-Schioppa (Président en activité de *Notre Europe*) est un homme très occupé. Il est pourtant venu hier malgré les difficultés autour du budget : il a l'air en forme, et en plus optimiste. Il me revient donc d'introduire brièvement la séance de ce matin.

Il y a longtemps que plusieurs d'entre-nous voulaient faire un exercice de réflexion sur l'Europe des Six, autrement dit sur le début de l'aventure européenne : non pas parce que nous croyons que les Six ont par eux-

seuls l'héritage de l'Europe, mais parce qu'aujourd'hui il est courant de dire que ce n'est pas facile. Mais il y a cinquante ans, ce n'était pas facile non plus. S'il y a déjà eu des tentatives d'Union politique dès la fin des années 1940, il faut se rappeler des difficultés des premières initiatives, notamment la mise en place de la CECA. Dans certains pays, on trouvait ce texte trop dirigiste, trop supranational, en confiant certaines responsabilités à la Haute Autorité. Si l'on se rappelle aussi de l'échec de la CED et enfin du travail quasiment miraculeux qui a été mené à Messine pour déboucher sur le traité de Rome, on se rend compte que ce n'était pas facile du tout. Il y avait d'autres problèmes bien sûr, les paramètres de la mondialisation n'étaient pas si présents qu'aujourd'hui, mais il y avait quand même de grands débats et cela n'a pas été facile. Il y a eu ensuite la magnifique intégration de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, nouvelles démocraties, et formidables compagnons qui ont compris tout de suite ce qu'était l'esprit de l'Europe.

Mais à l'époque, quel était le véritable objectif ? Aujourd'hui, que peut-on apprendre de l'aventure des Six, qui fut quand même une aventure humaine extraordinaire avec Paul-Henri Spaak, De Gasperi, Robert Schuman, Jean Monnet et d'autres ? Que peut-on retenir qui puisse encore nous donner la clé philosophique, politique et pratique pour que l'Europe contemporaine soit conforme à ce que voulaient les pères du Traité de Rome ? Tel est l'objet du débat de ce matin, et je remercie Laurent Joffrin, qui lui aussi a des journées bien remplies même s'il n'est pas ministre, de prendre la parole pour animer cette rencontre.

**Laurent Joffrin** : Le *Nouvel Observateur* est très heureux évidemment de s'associer à cette manifestation, et aux dix ans de *Notre Europe* qui est une association que nous soutenons de nos vœux et parfois de notre action. Jacques Delors est un ami du journal, et également un de ses chroniqueurs, même si vous êtes plus discret en la matière ces derniers temps.

**Jacques Delors** : Quand j'envoie un article, on me le corrige trop...

**Laurent Joffrin** : L'Europe, c'est un rêve que l'on cherche à faire vivre et puis c'est une réalité qui est parfois décevante, mais contrairement à ce qu'on dit souvent, elle est extrêmement solide. Il y a eu d'innombrables crises : j'imagine qu'on va en parler, puisqu'on va revenir sur cette période où l'Europe comptait six personnages. Ces crises ont toutes été surmontées : comme disait Nietzsche, « ce qui ne vous tue pas vous renforce ». L'Europe s'est énormément renforcée au fil des années et des décennies. Au fond, s'il y a europessimisme (on en parle souvent), c'est un europessimisme de l'intelligence, et il y a aussi un « eurooptimisme » de la volonté. Cette construction que ceux qui sont à la tribune ont beaucoup contribué à mettre sur pied, même si elle est très imparfaite et même si quand on y est on a l'impression que tout marche mal, dès qu'on sort hors d'Europe, on s'aperçoit qu'elle exerce une forte attraction du point de vue culturel, politique, économique.

Il y a donc des épreuves, nous en avons eu un exemple récent, avec le Non à la Constitution Européenne. Ce Non nous a conduits dans une direction moins réjouissante, on a eu quelques ennuis, mais on a maintenu le cap et on le maintient toujours. Si les peuples (il n'y a pas que la France) ont refusé cette constitution, ce n'est peut être pas tellement parce qu'ils étaient hostiles au rêve européen, mais parce que son incarnation leur déplaisait. Une des questions qui se posera dans ce débat est : est-ce que cette incarnation concrète prend suffisamment en compte l'espérance populaire, la volonté populaire et parfois la colère populaire contre la dureté d'une économie et d'une société qui ne correspondent pas toujours aux valeurs qui étaient celles des pères fondateurs. Voilà une première question pour entamer le débat, il y en aura d'autres.

Nous sommes avec le Vicomte Davignon. Vous êtes Ministre d'Etat, et

vous étiez Vice-président de la Commission européenne. Jacques Santer était Premier Ministre luxembourgeois et Président de la Commission Européenne. Wim Kok vous étiez Premier Ministre néerlandais, Karl Lamers vous étiez membre du Bundestag, et Jean François-Poncet vous étiez Ministre des Affaires Etrangères. Josep Borrell, vous êtes Président du Parlement européen.

Je vais leur demander qu'ils nous racontent leur pire et leur meilleur souvenirs européens, puis dans une seconde partie, qu'ils tentent de tirer une leçon de leur expérience qui soit applicable aujourd'hui. Je donne la parole au Vicomte Davignon.

**Etienne Davignon** : Mon meilleur et mon pire souvenir sont liés : je crois que c'est celui d'une décision dans l'évolution européenne, une conférence de Chefs d'Etat et de Gouvernement (il n'y avait pas encore de Conseil européen), M. Pompidou étant alors Président de la République Française. L'objectif de cette réunion à Paris était d'annoncer l'élection au suffrage universel du Parlement européen.

Trois jours avant, nous sommes informés que la France, après avoir bien réfléchi, pense qu'une élection du Parlement européen au suffrage universel est une chose assez curieuse et qu'il ne convient pas d'encourager. L'objectif de la réunion de ce Conseil a donc disparu, on n'a plus de sujet. On doit réunir pas mal de monde, qu'est-ce qu'on va leur dire ? On n'en a pas la moindre idée, alors on a inventé au cours de la conférence une proposition, qui va être de transformer toutes les relations entre les Etats membres, dans une période de dix ans en une Union européenne. On invente donc et le nom d'UE, et l'objectif classique du système européen, et le calendrier. Il s'agit d'une relance de l'unification politique au moment où un geste d'unification politique (élection du PE) disparaît. C'est l'exemple que je voulais donner parce qu'il décrit assez bien le paradoxe

de l'exercice européen : une contradiction permanente entre des visées et préoccupations à court terme, sur lesquelles on hésite et on ne trouve pas l'unanimité, et des visées à long terme pour lesquelles on ne veut pas prendre le risque de tuer le rêve et la perspective. Je pense que c'est un exemple qui confirme assez bien ce paradoxe.

**Laurent Joffrin** : Même question à Jacques Santer, meilleur souvenir, pire souvenir.

**Jacques Santer** : Je ne parlerai peut être pas de meilleurs ou pires souvenirs, mais de souvenirs marquants.

Premièrement, en tant que Premier Ministre du Luxembourg entre 1984 et 1995, il m'a été donné d'assumer deux présidences de l'UE : la première en 1985. Le souvenir que j'en retiens, c'est la réalisation de l'Acte Unique sur la base du livre Blanc présenté par Jacques Delors à Milan où, pour la première fois, le Président du Conseil italien en exercice (à l'époque l'italien Bettino Craxi) avait procédé à un vote indicatif au Conseil européen, ce qui ne s'est jamais fait. Ce traité a été réalisé en six mois, sous la Présidence luxembourgeoise grâce au soutien de la Commission sous présidence de Jacques Delors. C'était sa première année à la Présidence, à l'époque de l'« eurosclérose », où l'Europe manquait de souffle et où il fallait donner une nouvelle relance. C'est grâce à l'Acte Unique qu'on a pu avoir ce nouveau souffle, et je suis heureux de lire dans les *Mémoires* de Jacques Delors, qu'il le considère comme son traité favori. En tout cas à travers l'Acte Unique et l'objectif 92 pour le marché intérieur on a donné une nouvelle dynamique à l'Europe. Et il reste encore à valoriser toutes les possibilités de ce marché intérieur. Il était possible à l'époque de le réaliser avec les 300 directives et le vote majoritaire au Conseil. Aujourd'hui malheureusement le marché intérieur n'est pas encore parfaitement réalisé : il n'a pas encore su valoriser toutes ses potentialités, alors qu'il est la clé pour la compétitivité de l'Europe. Et

si nous parlons aujourd'hui d'une nouvelle croissance pour l'Europe, il faut bien que cela passe par la compétitivité du marché intérieur. Il y a encore des segments entiers à valoriser, notamment dans le secteur des services, de l'énergie, de l'intégration des marchés financiers et du secteur social. Il faut donner à ce marché une dimension sociale, avec un socle de droits fondamentaux sociaux qui lui manque encore. Il y a ainsi encore de grandes possibilités d'amélioration à cet égard.

Le deuxième souvenir est lié à la deuxième présidence de l'UE pendant l'unification allemande, et à l'émergence des nouvelles démocraties en Europe Centrale et Orientale à la suite de l'implosion de l'Union Soviétique. Il faut dire que l'unification allemande n'a pas été facile. A l'époque j'étais le président du Parti Populaire Européen, et les Démocrates Chrétiens étaient alors fortement divisés. C'est dans une réunion plus ou moins secrète à Pise que j'ai réussi à assurer une certaine cohésion parmi les dirigeants de la Démocratie Chrétienne (DC). Et tout le monde a été très surpris de constater qu'Andreotti (chef de la DC) affirmait qu'il était favorable à l'unification allemande, alors qu'auparavant il avait affirmé préférer deux Allemagnes au lieu d'une. Mon voisin, Ministre Président de la Sarre, M. Oskar Lafontaine, candidat Chancelier à l'époque, était contre l'unification allemande. C'était donc grâce à la détermination du Chancelier Kohl et de la Commission que l'unification a pu avoir lieu. Et la même chose s'est vérifiée pour les Nouveaux Etats Membres. Je me souviens qu'à l'époque la Commission avait fait des propositions, soutenues par un certain nombre de Pays, dont le Benelux. La question de la Commission était de voir comment la Communauté économique allait maintenir son efficacité au lendemain de l'élargissement. Les propositions de la Commission ont été balayées par le Conseil Européen en quelques minutes, je m'en souviens et je crois que c'est le souvenir que doit avoir également Jacques Delors, qui était aigri par cette décision. Il s'agissait à ce moment-là d'envisager de quelle façon on pouvait associer une grande Europe avec l'efficacité de ses institutions.

Quant au mauvais souvenir, s'en est également un bon, parce que fascinant. C'est le souvenir d'un voyage que j'accomplissais à l'époque avec Jacques Delors à Belgrade. C'était le moment où la Yougoslavie ne fonctionnait plus, car Milosevic s'opposait au fait qu'un Croate devienne président du Conseil. Avec un mandat du Conseil européen, notre rôle était de négocier avec tous les présidents du Conseil présidentiel et des régions. Le soir même au retour dans notre résidence, il y avait des feux d'artifices dans tout Belgrade et Jacques Delors m'a dit : « Ecoute, nous on vient ici négocier pour la paix, alors que le peuple s'amuse et fête la victoire de l'Etoile Rouge de Belgrade contre l'Olympique de Marseille en coupe d'Europe ». L'ambiance était formidable, mais on a vu ce qui s'est passé juste après...

Un autre souvenir, c'était quand on devait rendre compte au Président Bush Senior des travaux du Conseil Européen. Rendus à la Maison Blanche, nous avons deux propositions à faire. L'une qui concernait l'aménagement des zones d'exclusion aérienne en Irak après la guerre du Golfe : initiative européenne, elle fut prise à l'initiative du premier ministre danois Poul Schlüter, à l'occasion du Conseil Européen informel de Luxembourg que j'avais convoqué. Jim Baker, Ministre des affaires étrangères et le Président Bush étaient d'accord avec l'aménagement des No-Fly zones, ce qui a garanti la sécurité des Kurdes en Irak jusqu'à aujourd'hui, et c'était une proposition européenne. La deuxième proposition, c'était de demander aux Américains de se préoccuper de la Yougoslavie. Compte tenu des expériences que nous avons eues, nous avons bien vu que Milosevic s'était écarté des autres et allait entrer en guerre s'il y avait une reconnaissance des Etats de la Fédération par l'UE. George Bush nous a répondu avec quatre mots, c'était après la Guerre du Golfe en 1991 : « That's your business ». Or les Européens n'étaient pas prêts : nous n'avions pas de défense commune. Depuis lors, j'ai toujours œuvré pour qu'on ait non seulement une politique étrangère commune, mais aussi une politique de défense commune et les moyens pour la mettre en œuvre.

Je suis ensuite devenu malgré moi président de la Commission Européenne. Et de cela j'ai également un souvenir, c'était au Conseil européen de Corfou, lors du veto de John Major contre le candidat que nous avons soutenu à la présidence de la Commission Européenne. Andreas Papandreu a alors demandé à Jacques Delors s'il ne voulait pas prolonger son mandat de quelques mois afin de pouvoir trouver un accord pour sortir de l'impasse, puisqu'on n'avait plus de candidat disponible, ou de moins il n'y avait pas de candidats qui fassent l'unanimité du Conseil (à l'époque il fallait pour cela l'unanimité du Conseil). Jacques Delors a répondu qu'il avait été président d'une Commission à 12 Etats Membres et qu'il ne voulait pas devenir Président d'une Commission à 15 : les Scandinaves et les Autrichiens allaient en effet faire partie de l'UE en janvier. Je suis par la suite devenu président d'une Commission de 15 Etats membres et je me suis rappelé de ce que Jacques Delors avait voulu dire avec cela. Nous allons être 27 au premier janvier 2007, et c'est donc le moment d'avoir une réflexion plus approfondie sur notre avenir.

**Wim Kok** : The best memory I have is not just a moment but some kind of reassuring experiences I had during my lifetime, both in the Trade Union Movement and in Politics. Even in periods where one thinks that the EU is in crisis, clever people, statesmen, leaders supported by their populations can find new solutions. At the moment where the EU was the sickest old man in the world, suffering by sclerosis, being laughed at by everyone, which was somewhere in the 1980s, where the world economy did not do very well, the idea of an internal market (realised in 1992), proved that it was possible for Europe to get healthy again, even if it was not forever. That change was helped by the creation of the economic and monetary union and the preparation of the introduction of the euro to which I assisted as minister of finance of my country. A lot of things happened since then, also in the economic field, if now you look at the euro which is respected as a global strong currency. This shows how better the EU is than it seemed

to be in the early 1990s and 1980s. My good experience is that even if you are in disarray economically and politically, there are always ways and means to organise support and new solutions.

The worst experience for me was in June 2005 after the French no, our country, one of the founding fathers of the European Community, joined France in saying no. I feel ashamed that this happened, it is a fact of life and we'll surely come back to that after in our discussion. It's not terrible, and for every problem a solution can be found, but I found it shocking and by far I think this was my number one negative experience.

**Karl Lamers** : Mon pire et mon meilleur souvenir du processus de l'intégration européenne coïncident. Quand la réunification allemande se dessinait à l'horizon, cela a soulevé de multiples craintes et résistances partout en Europe. Maggie Thatcher les a exprimées ouvertement. Le président français, François Mitterrand, s'est déplacé en Union soviétique et en ex-RDA. A l'époque j'avais un entretien avec Helmut Kohl qui n'était pas très heureux – on peut dire qu'il était même un peu amer – de cette situation. Il s'est d'autant plus réjoui de ce que Jacques Delors et Felipe Gonzales ont dit à l'époque – mais ceux-là étaient des exceptions. A la fin de notre entretien il en a conclu : « Bien évidemment, ceci n'est pas très positif, mais : premièrement il faut le comprendre, au vu de ce que notre pays a fait subir à l'Europe. Deuxièmement, il est dans notre propre intérêt de faire avancer le processus de l'intégration européenne car l'Allemagne réunifiée ne doit plus jamais se retrouver au milieu de tous ces conflits sur notre continent. Nous devons changer profondément la situation sur ce continent, cela signifie que nous devons faire l'Europe, notamment et aussi dans l'intérêt de l'Allemagne. Troisièmement, nous devons regarder vers l'avenir et faire en sorte que ce processus de l'intégration européenne soit irréversible. » Le résultat fut l'Union économique et monétaire, laquelle a été, comme vous vous en souvenez, contestée : le chancelier

n'a pu l'instaurer qu'en s'affrontant aux résistances massives de la population notamment.

Je souhaite par ailleurs vous rappeler que l'une des conditions pour la réunification allemande, liée à la réunification de notre continent, a été le maintien de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN. Cela signifiait que les Etats-Unis devaient continuer à assurer la fonction de « puissance d'équilibre » en Europe. Maggie Thatcher l'a exprimé ouvertement lors de sa célèbre intervention de Bruges, d'autres ne l'ont pas prononcé aussi clairement mais c'était sous-entendu. Les conséquences se font sentir jusqu'à aujourd'hui, il s'agit ici de la discussion sur notre relation avec les Etats-Unis, et aussi de l'Europe « européenne » et de l'Europe atlantiste. Nous avons pu l'observer clairement lors de la crise irakienne. A l'époque, il y a eu une forte majorité de citoyens dans tous les Etats-membres qui se sont opposés à cette guerre et à une participation de leur pays à cette guerre. Malgré cette opposition, un groupe de pays a opté pour une participation armée, non parce qu'ils pensaient que cela irait dans l'intérêt de leur pays ou que la guerre était juste – on peut supposer que ce raisonnement était celui de Tony Blair, certainement pas pour les autres - mais parce qu'ils soupçonnaient la France et l'Allemagne de vouloir faire de l'Europe une contre-puissance face aux Etats-Unis. Il faut dire que de tels propos sont parfois tenus assez ouvertement en France. Ceux qui considèrent que l'Europe ne doit pas être une contre-puissance face aux Etats-Unis, sont favorables à ce que les Etats-Unis agissent en tant que contre-puissance à n'importe quelle puissance hégémonique européenne, notamment l'Allemagne et la France. Ceci est une situation à laquelle nous devons réfléchir si nous voulons une politique étrangère, de sécurité et de défense commune, voire une défense commune - je pense que c'est la chose la plus importante pour nous en Europe - il est évident que nous devons clarifier notre relation avec les Etats-Unis. Il est également évident que si la fonction des Etats-Unis reste inchangée, lorsqu'une situation

critique comparable à la guerre en Irak se présentera à nouveau, l'Europe sera divisée.

Pour cette raison je pense que nous ne devrions pas discuter en termes de « contre-puissance », mais en terme d'équilibre avec les Etats-Unis. Toutefois, un équilibre ne peut se faire si chaque poids fonctionne en même temps comme contrepoids vis-à-vis de l'autre. A mon avis, cette question est essentielle pour l'avenir de notre continent. Pour le dire ouvertement, je ne crois pas que tous parviendront à une opinion unique dans un avenir proche. Même si les expériences négatives de la guerre en Irak (qui fut un véritable désastre) seront utiles, il est à mon avis indispensable que la France et l'Allemagne notamment défendent leur position commune d'une autre manière que cela a été fait pendant la crise irakienne. Notamment lorsque leur position est controversée, et quand elle ne correspond pas à la position américaine. Car c'est aussi ça, la politique. La manière par laquelle les deux pays ont pendant cette crise mésestimé, voire insulté à posteriori les pays favorables à une participation à cette guerre, est contreproductive pour le développement d'une volonté commune européenne vis-à-vis du reste du monde.

Mes pires souvenirs de l'intégration européenne ont été les craintes, les soucis, les résistances vis-à-vis de la réunification. Mais le côté positif a été que ces craintes ont pu être surmontées et que l'Europe, non seulement n'a pas stagné, mais a même avancé. J'ajoute une nouvelle fois : ce cas de la réunification n'a pu être résolu seulement par et avec l'aide des Etats-Unis. En tant qu'Allemand je dois en être profondément reconnaissant. Avec des conséquences que l'on ressent encore aujourd'hui, qui ont été visibles notamment pendant la guerre en Irak. Dans cette situation nous devons clarifier les choses, dans un premier temps entre la France et l'Allemagne, dont les positions concernant cette question, à l'exception de la guerre en Irak, ont toujours été différentes.

**Jean François-Poncet** : En 1956-57 j'étais Secrétaire Général de la délégation française au Traité de Rome. J'ai à rapporter un bon et un mauvais souvenir, surtout en rapport avec notre réalité d'aujourd'hui. Le plus mauvais souvenir est celui de cette journée du 30 Août 1954 : j'étais encore à l'époque sur les bancs de l'école d'administration, mais j'assistais, depuis les tribunes du public de l'Assemblée Nationale, au rejet par le Parlement français du traité CED. J'ai vécu ces échanges et le vote final comme un drame terrible pour l'Europe et humiliant pour la France. J'estime que la situation actuelle n'est pas très éloignée de celle de cette époque. Pourquoi s'agissait-il d'un drame pour l'Europe ? Rappelons que l'Europe avait démarré avec la CECA en 1950 : nous n'étions que très peu de temps après et voilà que l'Europe, qui n'existait que très faiblement, était en quelques sortes poignardée dans le dos. De ce point de vue, on peut estimer, à partir du rejet de la Constitution, que la maison est peut être plus solide qu'à l'époque de la CECA, et que c'était humiliant pour la France parce que le Traité avait été proposé par elle ! Il n'en va pas tout à fait de même aujourd'hui, mais la Convention était quand même présidée par un ancien Président de la République Française et tenait en large partie compte, ainsi que le Traité qui en est sorti, des préoccupations françaises. Mais cela n'a pas empêché la France de le rejeter. Après l'échec de la CED l'Europe était donc dans une situation qui paraissait critique. Se sont alors passées deux choses : premièrement pendant plus de 50 ans, l'Europe politique n'a plus progressé, l'Europe économique s'est construite, et aussi l'Europe monétaire. On a beaucoup parlé de l'Europe politique, de l'Europe de la politique étrangère et de la défense, mais les progrès que nous avons réalisés restent fragiles, nous le savons tous. On a alors pris la voie que proposait Jean Monnet, qui entendait construire par l'économie une Europe des solidarités concrètes et laisser de côté pour un moment l'Europe politique, à charge pour nous de la retrouver à une étape ultérieure.

Mon meilleur souvenir, c'est la signature du Traité de Rome, à laquelle j'ai assisté. Il m'arrive souvent de me dire c'était beaucoup plus facile quand on était six, mais on oublie facilement les problèmes qu'il y avait à l'époque, qui n'étaient pas moins graves qu'aujourd'hui. On a eu un débat hier pour savoir si, actuellement parmi les 25, il existe un consensus suffisant sur le modèle économique et social. Je me souviens que c'était mon ami Pascal Lamy qui disait que ce consensus avait existé et n'existe plus. Mais je dois rappeler qu'en 1956, quand la négociation a commencé sur la base du rapport qui avait été établi sur ce qui devait devenir un marché commun - rapport dont on a fait un Traité - jamais la France et l'Allemagne n'ont été si éloignées. Je le rappelle, c'était l'Allemagne qui avait mis en place une réforme monétaire et du libéralisme à l'intérieur, l'ouverture des frontières et le libre échange à l'extérieur. La France avait une économie administrée, un contrôle des échanges et des prix : il a fallu attendre Raymond Barre pour supprimer le contrôle des prix et des échanges. Il a fallu réconcilier dans un Traité commun des visions complètement différentes : celle d'une administration française qui voulait conserver un système qu'elle croyait le meilleur, et celle de nos amis allemands qui ne comprenaient rien au système français.

La délégation allemande était animée par un professeur de l'école de Fribourg qui s'appelait Müller-Armack. C'était une sorte de gourou qui enseignait aux Français ignorants ce qu'était l'économie libérale, et qui parlait à des fonctionnaires qui n'entendaient rien de ce qu'il disait et qui se moquaient de lui. On a quand même fini par dégager une ligne commune, et je dis ça pour nous donner courage. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord qu'on n'aboutit pas à une solution. Il me semble qu'aujourd'hui, et je reviens à notre débat avec Pascal Lamy, nous sommes plus proches d'un modèle commun qui est l'économie sociale de marché, auquel la France a adhéré, mais bien après. La différence évidente est qu'il y avait alors une volonté politique extrêmement forte. Il faut se rappeler bien sûr, que c'était la période de la coopération franco-allemande de l'après-guerre, mais que c'était aussi la conjoncture internationale de la Guerre Froide : face à la

menace soviétique, le rassemblement de l'Europe s'imposait. Une autre chose que l'on a oublié, c'est la crise de Suez qui est intervenue au milieu de la négociation. Je peux vous dire qu'on a négocié à Val Duchesse sans que personne en France ne se préoccupe de la négociation. Elle a été complètement occultée de sorte qu'on a pu travailler tranquillement. Il faut de plus rappeler le rôle de certains personnages. A Bruxelles c'était Spaak qui, quand ça allait mal, venait rejoindre les négociateurs et leur prêchait l'Union. A Paris c'était Guy Mollet, et le gouvernement de gauche sorti des élections du front républicain qui a négocié le traité et l'a fait adopter, alors que le parti socialiste s'était divisé sur la CED. Sous la houlette de Guy Mollet, ce dernier a voté massivement en faveur du Traité de Rome. Le seul personnage qui a voté contre le Traité c'était Pierre Mendès-France parce qu'entre autres il pensait qu'à cause du taux de chômage élevé en Allemagne à l'époque, on verrait déferler des travailleurs allemands en France, bien que ce soit une vision très éloignée de la réalité.

Un dernier souvenir, britannique, qui m'a suivi toute ma vie. Les Anglais n'avaient pas participé à la négociation du Traité de Rome, parce qu'ils étaient conscients des différences entre la France et l'Angleterre et ne croyaient pas que l'on aboutirait. Et les Six ont négocié entre eux, quand on était sur le point de signer on a envoyé le négociateur, qui était Maurice Faure, voir le Premier Ministre Britannique MacMillan, auquel on a dit : « On a réussi. Joignez-vous à nous », et il nous a répondu : « Ce n'est pas possible, vous avez fait une Union douanière, c'est-à-dire un tarif extérieur commun qui passerait à travers le Commonwealth, par conséquent pour nous c'est exclu ». Et puis je le vois encore réfléchissant dans le fond de son fauteuil : « Si vous réussissez, nous vous rejoindrons ». J'ai gardé ce souvenir toute ma vie, et peut être que nous allons avoir une situation similaire : si nous arrivons à sauver les aspects institutionnels du Traité Constitutionnel qui a été rejeté, peut-être que nos amis anglais hésiteront à donner leur approbation. Mais je crois qu'il ne faut jamais s'arrêter aux réticences britanniques : il faut tout faire pour en tenir compte, l'Europe a bien sûr besoin de l'Angleterre, mais elle a surtout besoin d'Union.

**Josep Borrell** : L'Espagne n'était pas parmi les Six fondateurs et elle a attendu longtemps pour une « histoire de tomates ». Alors quand les Pays de l'Est nous disent qu'ils ont attendu longtemps, il faut rappeler que Franco étant mort en 1975, l'Espagne a attendu 11 ans avant son adhésion.

J'ai au moins deux très mauvais souvenirs, pendant la présidence française. J'étais à l'Ecofin et on discutait de la libéralisation du mouvement des capitaux. La grande question était : est-ce que l'on harmonise d'abord la fiscalité ou est-ce que l'on libéralise d'un coup sans se soucier des conséquences fiscales ? France et Espagne disaient qu'avant de libéraliser il fallait harmoniser la fiscalité, les autres pays disaient : « C'est trop difficile on est très pressé il faut libéraliser, pour la fiscalité on verra plus tard ». M. Santer était là également, en tant que Ministre des Finances luxembourgeois. La France et l'Espagne ont tenu longtemps, et vers minuit, Pierre alors me dit « mon jeune ami il faut laisser tomber, l'Elysée vient de me dire qu'on accepte de libéraliser sans harmoniser ». Moi aussi j'ai reçu les mêmes instructions et on a libéralisé sans harmoniser préalablement. Pour moi c'était une mauvaise décision, peut-être que M. Santer en garde un bon souvenir parce qu'il était de l'autre côté de la barrière. Mais c'était un grand moment, on a pris une décision historique importante, j'étais un jeune responsable des finances qui croyait et qui croit toujours qu'il faut harmoniser la fiscalité européenne pour faire un marché stable.

Le deuxième très mauvais souvenir c'était pendant la Convention, on était en train de discuter la politique étrangère de l'Europe, pour qu'il y ait une concertation, une action commune, une ligne commune à tous les Etats membres, et la Guerre en Irak a éclaté, et tous les Pays d'Europe se sont divisés. A la Convention on avait l'air con, on s'est dit : « qu'est-ce qu'on va faire, on abandonne ou on continue à rédiger » ?

De bons souvenirs j'en ai toute une série, d'abord pour mon Pays. J'étais

Ministre des Travaux publics alors j'ai vu comment l'Europe a changé la peau de l'Espagne, et comment l'Espagne a changé sa géographie grâce à l'Europe. Des installations pour le sauvetage des rivières en Asturies, des rivières noires de charbon, qui maintenant sont à nouveau propres et avec des saumons, grâce aux fonds européens. Mais il faut que vous sachiez que l'Europe est présente dans le monde entier. Par exemple en Colombie dans un tout petit village Medellin, dans les montagnes, un territoire ensanglanté par la guérilla, dans une école j'ai vu le drapeau européen. L'Europe finance là, ce qu'on appelle les laboratoires de la paix, parce que la paix on la fabrique, on fait en sorte que des gens qui se sont entretués soient mis ensemble pour se parler. Là-bas, avec des psychologues et des assistants sociaux financés avec un tout petit peu de l'argent européen, fessaient de faire la paix dans un territoire martyrisé par la guerre. C'est juste un exemple mais il y en a beaucoup, en petites doses homéopathiques, mais qui font de l'Europe quelque chose de très important dans le monde.

**Wim Kok** : A few reflections on lessons. I recognise that this afternoon another panel will talk about the future so we are allowed to remain in the past. So let me share a few words.

First : the absence of historical reasons explaining why the EU was created more than 50 years ago is a bit alarming and you cannot repair that automatically but the story about what it is all about or rather it should be all about has to be told once again also by the present generation and political leaders. So Europe is not only an economic free zone area, Europe has a broader political mission and responsibility. I would be inclined to say it even more today than in the past. In a globalised world Europe is our responsibility, together with other powerful countries to recognise new forms of governance and sometimes of intergovernmental cooperation in order to resolve urgent questions depending on globalisation. We should not close

our eyes for that, and the same is true for regional instability and cooperation. The world is too complex to rely on a superpower, and this is not an anti-US remark, by no means, because we should not try to do without the US, but together with the US and other large countries in the world, we have the responsibility to set up a dialogue and also to find solutions. On the economic side I think we should be aware of the fact that everything has changed and is changing radically. So when we talk about how sustainable is our economic and social model, we all struggle with the question “how can it be restructured in a better balanced way? But also how can we be competitive in the short and longer term with big emerging economies in the world?”

We will lose some weight in the world anyhow, so there is a real need of acting together and speaking with one voice more than in the past and this must be kept in mind even during the second lesson of my experience. The “no” against the Constitutional Treaty is a fact, a reality that cannot be changed, it is a real crisis. I hesitate to say so because we had other difficult situations and it turned out to be possible to find other solutions, so don’t use the word “crisis” too quickly I would say, but this is a dangerous situation, and we should now dig more deeper than restarting the constitutional debate again. We should restore confidence within our populations, where too many people are dominated with fear and uncertainty rightly or wrongly. They fear the globalisation and see it as dangerous for their job security and job perspective, they fear the outside world, and sometimes they fear even Brussels because they fear for the future. I think Europe can gain ground again only if we, and especially the European Commission, but also the European leaders in capitals, try to make an endeavour to redefine where Europe is needed for. And there we must make a connection with some burning issues: climate change and environment are in the heads and minds of everyone, energy security is a very important element, internal security, foreign policy. I’m not going to mention all the fields

of responsibility, but there are 4 or 5 items where we have to make an endeavour, leadership has to make an endeavour, to define the need for European cooperation and integration in order to find sustainable answers to some of these problems. We have to connect substance with institutional discussion, not just restart with the Constitutional Treaty, not just have another try again. I predict that easily we’ll get a No even in my Country and I would feel doubly ashamed. Try to redefine the European mission and connect it with some steps in the institutional field. This is my recommendation to those who bear responsibility. Silence must be broken quickly because this is the second year of reflection and reflection is not bad at all as long as the period of reflection is used for good purposes. But this period of reflection is just an agreement for not to think about anything. That must be broken because that is killing, that will kill Europe and that will be dramatic.

**Etienne Davignon** : Dans la même ligne de ce qui a dit Wim, j’aimerais faire trois remarques, utiliser la leçon du passé et l’appliquer à la situation d’aujourd’hui.

Je partage entièrement son sentiment que le débat institutionnel n’a de sens que si l’explication qui est donnée se réfère aux besoins d’action. Si on décide de faire un certain nombre de choses, les institutions dont on a besoin pour en garantir l’efficacité deviennent une question essentielle. A cet égard, deux réflexions. La première est que lorsque nous étions six, et ce n’était pas le bon vieux temps, on a eu une première difficulté institutionnelle lors du débat sur l’unification politique de l’Europe, présenté sous le nom de « Plan Fouchet ». Pour certains d’entre nous le plan Fouchet c’était une Union Européenne alternative à l’UE, et elle a été refusée. Cela signifie que l’on n’a pas transigé sur des questions constitutives du fonctionnement de l’Europe, et je crains qu’aujourd’hui on soit en train de se demander si l’on est en train de faire des compromis sur cette question pour recréer un consensus. Je crois que c’est une formidable illusion, le

consensus ne sera pas récréé et ensuite les institutions ne seront pas efficaces. Le système institutionnel est simple, le système institutionnel fait qu'il y ait une seule institution chargée de faire le bien de l'Europe et puis de la mettre en discussion avec une autre institution exclusivement européenne, le Parlement européen, et avec une autre institution, qui n'est pas purement gouvernementale, le Conseil des Ministres. Mais s'il n'y a rien sur la table il n'y aura pas de discussion, s'il y a quelque chose sur la table il n'y aura pas forcément accord mais on sait autour de quoi on discute et je suis de plus en plus frappé qu'aujourd'hui le sauvetage se trouve dans les présidences. Soyons clairs, les présidences sont utiles, mais par rapport à des problèmes compliqués tels ceux qui existent aujourd'hui, quel miracle peut être réalisé en six mois ? Ce n'est pas possible. La présidence c'est quoi ? C'est une institution qui veille à ce que le Conseil des Ministres fonctionne convenablement et utilise les propositions qui sont sur la table, conduise à rapprocher les points de vue, mais cela ne revient pas à faire des propositions alternatives à la proposition proposée par la Commission. Aujourd'hui je suis inquiet que la Commission ne se demande pas si elle doit ou non être d'accord avec la présidence avant de faire une proposition. Je considérerais ça comme une erreur majeure, parce que cela impliquerait de faire un compromis avant de savoir de quoi l'on parle. Il faut ensuite expliquer à l'opinion quelque chose de clair, alors que cela ne l'est plus puisqu'il s'agit d'un compromis.

La seconde remarque c'est que je partage les sujets de Wim à deux petites remarques près : il n'y a aujourd'hui plus de distinction entre une politique de l'énergie et une politique de l'environnement, cela fait partie de deux aspects d'une seule politique. J'ajouterais une dernière question : si l'on veut expliquer, il faut que les gens sachent de quoi on parle. Or la misère de la pédagogie européenne par rapport aux écoles et aux universités est tragique, on ne donne pas aux professeurs l'outil pour parler de l'Europe et de ce qu'elle est. On ne dépense pas assez d'argent pour les

programmes Erasmus. Aujourd'hui on a un référentiel de diplôme universitaire unique depuis la conférence de Bologne. Que fait-on pour faciliter le transfert, et le mouvement des étudiants ? Au moment où on s'inquiète que l'Europe n'est pas comprise, on réduit la dépense européenne sur ces sujets, alors que le nombre d'étudiants affectés, compte tenu de l'élargissement, augmente. Ce sont des choses intolérables, ce ne sont pas des milliards d'euros qui vont bouleverser le budget, cela signifie qu'il y a un manque de compréhension du nécessaire pour que les gens comprennent. Alors on peut faire tous les plus beaux discours de la terre mais ce qui va changer les choses c'est cet outil et cette méthode.

Dernière réflexion, je commence à être un peu fatigué de la période dans laquelle nous réfléchissons, nous réfléchissons maintenant depuis deux ans : à quoi est-ce que nous réfléchissons ? C'est un secret, on peut partager avec vous tous, ce à quoi nous réfléchissons. Nous réfléchissons à des choses graves dont nous ne pouvons pas parler. La période de réflexion est terminée, il faut commencer à mettre sur la table, non pas des solutions mais ce à quoi nous attachons une importance prioritaire, parce que sinon on pourrait continuer encore à réfléchir pendant cinq ans « est-ce que l'Europe s'est arrêtée ? » la réponse est non, « est-ce que l'Europe perd de sa signification ? » la réponse est oui, et ça c'est grave et ce sera grave s'il n'y a pas de débat, or la fin de la réflexion c'est le début du débat. Donc nous devons retourner au débat, nous devons faire plus par rapport aux jeunes et aux étudiants pour qu'ils sachent ce que sont les enjeux et il ne faut transiger en aucune manière sur ce qui est l'équilibre des institutions, sans lequel il n'y aura pas de vraie proposition sur la table et sans lequel les Etats ne seront pas interpellés. Or ce n'est que si les Etats sont interpellés qu'il se pourra se passer quelque chose.

Quelle est la différence, pas si grande entre les Six et aujourd'hui ? Je ne suis pas si sûr qu'au début les Six aient dit oui plus que maintenant, mais

ils n'ont pas voulu dire non à une idée d'Europe, à un espoir et à un rêve, je crois qu'aujourd'hui les gens ont encore plus de difficulté à dire oui, mais je crois qu'ils ont autant de difficultés qu'hier à dire non, si tel est le cas, forçons-les à répondre.

**Jacques Santer** : Quelques réflexions ? N'oublions pas que l'Europe est une *success story*, si on regarde les cinquante ans passés, on voit qu'il y a un changement fondamental, ne fut-ce que le fait que tous les Etats membres vivent la plus longue période de paix de leur histoire. L'Europe est donc devenue en quelque sorte victime des ses propres succès, surtout pour une génération qui est née après la seconde Guerre Mondiale, pour laquelle la situation a évolué d'une façon tout à fait différente. Elle accepte tout ce qui existe à l'heure actuelle comme étant donné, la libre circulation dans les études qu'on peut faire à travers les différents Etats membres, etc. Je me souviens très bien lorsque j'ai fait mes études à Paris ou à Strasbourg les difficultés qu'on avait pour être enregistré, la libre circulation n'existait pas. Aujourd'hui on voyage à travers toute l'Europe et le monde, et l'Europe n'a plus ce goût du risque et de l'aventure, je crois que c'est ça qui manque, alors c'est pourquoi, à mon sentiment, il faut également donner une nouvelle motivation pour avoir un nouveau souffle, un nouvel élan pour nos enfants et petits enfants. C'est ça aussi le problème auquel nous sommes confrontés, il y a chez les jeunes une passivité, ce n'est pas qu'ils ne se sentent pas européens ou que ce ne sont pas de bons européens. Mais ils ne sentent pas le besoin de lutter pour quelque chose.

J'ai eu une grande déception lorsqu'on a procédé au dernier grand élargissement à la suite de l'implosion de l'empire soviétique avec les nouvelles démocraties de l'Europe Centrale et Orientale, les « PECO ». Lorsque la Commission en 1997 a élaboré le concept stratégique de l'élargissement nous étions à l'époque peut être plus pragmatiques et plus cohérents dans certaines décisions par rapport à ce qui s'est passé après - mais à ce moment là je crois qu'on pouvait effectivement donner une nouvelle

motivation, un nouveau souffle à l'Europe. Il ne s'agissait pas pour nous d'un élargissement géographique, comme d'autres élargissements. Il s'agissait de faire comprendre aux gens que c'est pour la première fois depuis le 14<sup>ème</sup> siècle que notre génération a la chance et l'opportunité d'unifier notre continent dans la paix et la liberté. Malheureusement ce message nous n'avons pas réussi à le communiquer vis-à-vis de l'extérieur et des générations actuelles. Les Etats membres, les gens, les experts ont d'abord vu les difficultés matérielles : les fonds, les réformes structurelles, les réformes des politiques intérieures, au lieu d'avoir une vision d'ensemble, la vision politique qui était sous-jacente à ce projet.

Aujourd'hui, il y a certainement une crise de confiance. Ce n'est pas une crise de l'Europe comme telle parce que tous les sondages Eurobaromètre démontrent que la majorité des citoyens demande plus d'Europe dans certains domaines, plus de sécurité, que l'Europe joue son rôle sur la scène internationale. D'autres demandent moins d'Europe. Il s'agit donc de jeter le pont entre les 50% de ceux qui demandent plus d'Europe et ceux qui demandent moins d'Europe. Nous sommes certainement en crise : il y a un problème de crédibilité politique à cet égard et à l'égard du traité constitutionnel. Les représentants des 27 Etats membres ont quand même signé ce traité. Ils doivent dès lors engager la procédure de ratification. Il y a d'ailleurs 18 Etats membres qui l'ont ratifié : la plus grande majorité des Etats Membres et des populations ont ratifié, certains par référendum comme l'Espagne et le Luxembourg et d'autres. Mais il faut aussi voir de quelle façon on peut sortir de cette période de réflexion qui a duré trop longtemps. Je ne vois pas sortir un certain nombre de points concrets, ni d'attitude claire des institutions. A l'heure actuelle, je suis d'avis que les institutions ne sont pas un remède en soi, elles doivent plutôt servir de mission.

On oublie parfois que déjà par le passé l'Europe avait engagé un certain nombre de politiques. On parle aujourd'hui, à juste titre, de politique éner-

gétique, mais l'Europe a toujours poursuivi une politique énergétique, la CECA c'était bien une communauté basée sur l'énergie, l'Euratom en 1957, que vous avez signé, c'était bien une politique énergétique. Nous avons à l'époque négocié une Charte de l'énergie, elle existe, 46 Etats l'ont signée, il faut seulement la ratifier, et aujourd'hui on fait comme si c'était nouveau. On fait le vide et on cherche à trouver des nouveaux remèdes. On parle de politique industrielle qui fait défaut, mais elle existait à l'époque, il fallait seulement la continuer. Je parle par expérience personnelle, si nous n'avions pas le Plan Davignon, nous ne parlerions plus au Luxembourg d'industrie sidérurgique. Une politique industrielle existait à l'époque, il ne faut donc pas refaire toujours la roue, la roue existe il faut seulement la faire avancer.

Je crois donc qu'il faut sinon maintenir le traité, au moins sa substance, et voir de quelle façon maintenir cette substance, ne fût-ce que pour rendre hommage à tous ceux qui ont ratifié, et il y en a qui ont encore à le ratifier dans l'avenir. Nous serons 20 Etats membres, le nombre que nous avons prévu qui aurait ratifié, nous n'avions pas prévu, par contre, que deux membres fondateurs ne ratifient pas : la France et les Pays Bas. Mais nous étions bien conscients au sein de la Convention que tous les Etats membres ne ratifieraient pas, c'est pourquoi il y a le Protocole numéro 30 qui dit que lorsqu'il y a 20 Etats membres qui ont ratifié la constitution, le Conseil européen se réunit à nouveau pour voir de quelle façon il faut procéder. Nous sommes bientôt dans ce cas de figure donc il n'y a rien de nouveau, ce qui est nouveau c'est que deux Membres fondateurs n'aient pas ratifié. Surtout vis-à-vis de mes voisins les Pays Bas, pour nous toujours un exemple de l'intégration européenne. Mais ne désespérons pas, lorsqu'on parle de crise, gardons à l'esprit qu'il y a dans le symbole chinois de crise deux signes différents : l'un veut dire chaos et l'autre espoir et je crois que parfois le chaos peut amener à l'espoir, donc espérons et prenons le signe chinois comme référence.

**Jean François-Poncet** : La question est de savoir comment avancer et sortir de la crise où la construction européenne se trouve à présent. Une façon de faire, c'est de regarder à travers le passé la situation où l'on se trouve maintenant. Il y a eu trois grandes avancées européennes : le Traité de Rome, l'Acte Unique, le Traité de Maastricht. Dans chaque cas il y avait un objectif clair : Marché commun, Marché unique, Monnaie Unique. Il y avait à chaque fois des dispositions institutionnelles permettant d'attendre cet objectif ou en facilitant la réalisation. C'est évident pour le Traité de Rome, les institutions que nous avons encore aujourd'hui ont été créées à l'époque, ce qui fait d'ailleurs qu'elles ne peuvent plus fonctionner aujourd'hui parce qu'elles avaient été créées pour fonctionner à 6 et non pas à 25. Avec l'Acte Unique nous avons étendu le champ des décisions prises à la majorité, d'où les 300 et quelques directives qui ont ouvert la voie au marché unique. Jacques Santer disait tout à l'heure qu'on n'y est pas encore tout à fait, mais l'important c'était qu'un Etat récalcitrant ne pouvait pas stopper la mise en œuvre du Marché Unique, et cela s'est d'ailleurs bien souvent appliqué à la France : aurions-nous un Marché Unique, des frontières ouvertes à la concurrence dans l'électricité, dans les chemins de fer ou dans les télécommunications si nous n'y avons pas été contraints par la perspective d'un vote ne prenant pas en compte les minorités, je n'en suis pas sûr. Et pour ce qui est de Maastricht, la Monnaie Unique existe parce qu'on a créé en même temps une Banque Centrale européenne. Des objectifs clairs et des institutions capables de les atteindre.

Quelle est donc la situation aujourd'hui et quel devrait être notre objectif ? Nous sommes perdus dans de nombreux objectifs, on veut tout à la fois, il faut simplifier, et il me semble que l'objectif désormais c'est de faire de l'Europe un acteur international de plein exercice. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'objectifs intérieurs qui ne soient pas désirables, mais ça c'est l'objectif central. Tout cela parce que nous sommes entrés dans une certaine phase de la conjoncture mondiale. Après une période de dix à quinze ans de l'effondre-

ment de l'empire soviétique nous avons eu le sentiment qu'on était sorti des difficultés, mais aujourd'hui on voit bien que le ciel international se couvre de dangereux nuages : il y a l'ascension de l'Asie qui nous renvoie à la mondialisation, qui a probablement en bonne partie été à l'origine du vote négatif de la France à la Constitution (*l'Europe ne protège pas suffisamment contre les périls de la mondialisation*), mais enfin le défi asiatique va bien au-delà. Il y a le Moyen-Orient qui est à nos portes, où la situation se dégrade tous les jours, et on a toute raison de penser hélas, que le fondamentalisme islamique pourrait s'installer un peu partout au Moyen-Orient, avec les conséquences que cela peut avoir sur nos propres minorités musulmanes en Europe.

Nous avons la Russie et le défi énergétique, et il est évident que l'absence d'un acteur européen unique capable de négocier au nom de tous, donne à la Russie des possibilités de pression qui commencent à être préoccupantes. Il y a enfin les relations avec les USA. Il va falloir refonder l'Alliance Atlantique, qui est indispensable, mais qui sous sa forme actuelle est probablement dépassée. Je crois que l'objectif est clair et profondément ressenti par nos opinions publiques, pour l'atteindre il faut des institutions. Il y a un bond institutionnel incontournable, celui que le traité constitutionnel avait l'objectif de réaliser : extension de la majorité, création d'un Ministre des Affaires Etrangères, un président du Conseil Européen pouvant exercer son mandat pendant deux ans et demi voir cinq ans. Il y a la nécessité incontournable de reprendre ce dispositif institutionnel. Si on le veut, je suis persuadé qu'on peut le faire. Bien sûr quand on regarde les positions actuelles des différents pays elles sont assez divergentes, mais je rappelais qu'entre la France et l'Allemagne, c'était pareil au moment du Traité de Rome. Donc je crois que tout ça est relativement clair mais il ne faut pas se disperser. L'opinion publique veut des résultats sur l'énergie et sur l'environnement. Cela est exact, mais ces résultats nous ne les obtenons que si des institutions permettent à l'Europe d'avancer. Sans institutions, ces sujets là ce seront des sujets où l'Europe fera du surplace.

**Karl Lamers** : Je suis entièrement d'accord avec Wim Kok. Même si on parvient à ratifier le Traité constitutionnel européen entièrement ou dans ses parties principales, la crise européenne ne sera pas terminée. Il ne s'agit pas en premier lieu d'une crise constitutionnelle mais d'une crise de l'image que l'Europe se fait d'elle-même. Celle-ci consistait depuis toujours dans l'objectif de vouloir combiner en Europe et à l'intérieur de ses nations un système d'économie libérale avec un système social solidaire, de créer liberté ET justice. Et pour cela, les nations européennes se sont unies dans un système de coopération institutionnelle unique. Et c'est justement là-dessus que les citoyens en Europe ont exprimé qu'ils n'y croyaient plus, comme nous l'avons vu lors des référendums français et néerlandais. La raison est ce que nous appelons « la globalisation ». Je pense que si nous voulons donner une vraie réponse à la crise européenne, nous devons comprendre ce que « globalisation » signifie. « Globalisation » veut dire « disparition des frontières », disparition des frontières par une réalité transnationale qui touche à tous les aspects de la vie, en premier lieu à l'économie mais certainement pas exclusivement. « Disparition des frontières » signifie aussi la disparition de l'Etat, car l'idée de l'Etat se fonde sur des frontières définies, à l'intérieur desquelles celui-ci a une compétence exclusive et incontestée.

Mais la compétence de l'Etat n'est plus exclusive, elle ne peut l'être en raison de cette réalité transnationale. C'est ainsi qu'une question fondamentale se pose : qu'est-ce qu'un Etat peut encore faire ? C'est une question réellement fondamentale et elle se pose évidemment également pour l'Europe, car cette réalité transnationale va aussi au-delà de l'Europe. Prenons l'exemple du marché de l'emploi qui aujourd'hui n'est plus un marché national mais international, et d'abord européen : ce que cela signifie a été illustré et mis en évidence par le débat sur « le plombier polonais » lors de la campagne référendaire en France. Tant que nous n'aurons pas compris ce que « disparition des frontières = globalisation »

signifie réellement, nous ne trouverons pas de réponse satisfaisante à la question de savoir comment combiner dans ce modèle européen liberté ET justice, système d'économie libérale ET système social solidaire.

Je me souviens bien d'une discussion à l'Assemblée nationale, au cours de laquelle j'avais l'honneur d'être aux côtés de Jacques Delors à la tribune, et où il disait à un moment : « l'économie sociale de marché est le modèle pour l'Europe ». Entre parenthèses, j'ai été très heureux à ce moment : qui aurait deviné que 50 ans après la fin de la guerre un Français dirait que l'Allemagne est un modèle pour l'Europe et que l'économie sociale de marché est un modèle pour l'Europe ? Mais malheureusement je dois constater que ceci n'est plus valable. Qui réussit à combiner ces deux éléments ? Je ne le vois presque nulle part, pas non plus en Grande Bretagne, où on a fait des réformes économiques, mais où l'objectif d'équilibre social n'a pas encore été atteint. C'est cette question à laquelle nous devons trouver une réponse – et je dois avouer que je ne sais pas comment non plus. Partout il y a des réformes d'adaptation à la globalisation, mais partout on constate que la tentative de parvenir à la justice sociale s'effectue avec de vieux instruments, soit du protectionnisme – or le protectionnisme est une illusion.

Cette mondialisation, ce monde unique, est un fait de l'histoire mondiale, dont l'importance ne peut être sous-estimée. C'est le résultat du développement de l'humanité des 600 dernières années de l'histoire européenne avec sa civilisation technologique qui est irréversible. Il se peut qu'il soit possible de « se recentrer » à l'intérieur des frontières, mais ce recentrage reste limité et n'apporte pas une vraie réponse. Et si nous avons donc ce monde unique, ce qui ne veut pas dire uni ou unitaire – certainement pas – il faut se poser la question qui correspond à notre problème de vouloir lier la liberté et la justice : est-ce que l'on peut définir encore au niveau national, c'est-à-dire à l'intérieur des frontières, ce qui est social, ce qui

est juste dans ce monde unique ? Ne s'agit-t-il pas davantage d'une redistribution globale ? Je suis profondément convaincu qu'il s'agit aussi de cette question et que par conséquent le débat sur la justice sociale en Europe ne peut être mené que si l'on apporte en même temps une réponse à la question de la justice dans le monde.

Cela m'amène au point essentiel : nous devons également considérer le modèle européen en tant que proposition pour un modèle mondial, en tant que proposition de l'Europe pour un monde un peu meilleur. Jean Monnet l'a dit d'une manière très belle : « L'Europe est une contribution à un monde meilleur ». Que signifie cela concrètement ? Il ne suffit pas de dire « nous sommes si bien et si beaux, faites comme nous », mais nous devons essayer de mettre en place des règles de compétition, d'une compétition dans le monde aussi juste que possible, d'avoir une influence sur ce monde pour qu'il soit un peu mieux organisé. Ce qui m'amène à ma conviction profonde : le comportement vis-à-vis du reste du monde et l'objectif de vouloir améliorer le modèle mondial sont des éléments décisifs de la politique étrangère dans notre situation actuelle, notamment en pensant à la situation dans nos pays en Europe, et si nous continuons à poursuivre l'objectif de combiner liberté et justice. Pour conclure, je souhaiterais citer le pape actuel qui a dit : « la justice est la mesure intérieure de la politique ». Si nous abandonnons ceci en tant qu'objectif, nous nous abandonnons nous-mêmes, nous abandonnons l'Europe. Moi en tout cas, je ne le fais pas.

## Questions du public

**Peter Sutherland**, formal Commissioner and previous Director General of GATT WTO, currently chairman of BP. Let me start by making a couple of observations. It seems to me that we are in a situation where pessimism

is justified but not universal. During the course of the last couple of years, European polls showed positive reactions about Europe, so when we talk about a crisis caused in part by the rejection of the treaty in France and the Netherlands and the negativism of the British response to Europe, it is not a general condition but a condition linked to economics. In an immediate post 1992 period, I was Director General of GATT, at that time we concluded the Uruguay Round and the basis for globalisation because of the optimism which had been created partially by Jacques Delors in the 1992 programme, partially by the collapse of the Iron Curtain. Since then, with borders collapsing and the creation of the single global economy and challenges of free movement, people have become fearful, particularly in countries with high unemployment rate.

France has always been the core of Europe and also the challenge of Europe. The defeat of CED by France was a shock for all of us, because we had looked to France for leadership. France has enormous challenges in selling Europe, because her politicians have failed to do so, because EU institutions share sovereignty and this is a challenge for French politicians, even if they don't want to admit it. With the British they share intergovernmentalism and that intergovernmentalism will be the destruction of the EU if we allow it to continue, because it is a return to an old world of negotiations between capitals. We need a reinvigoration of political debate in old countries of Europe and in particular in France, to put back France in a leadership position with Germany in going towards a more united Europe. And in areas like foreign policy, home affairs and justice, migrations and environment, which have a majority to have a common policy at EU level, we will never have that through intergovernmental method, which everybody seems to demand. We must have common policies in common interest. If policy papers are put together to create common solutions then we have a hope. We need a political debate on leadership, sharing sovereignty and the advantages of globalisation

**Maria Rodriguez**, Conseillère pour l'Agenda de Lisbonne. Il faut s'ouvrir au marché mondial avec des règles bâties ensemble, il faut faire une transition vers une autre génération de politiques, une autre combinaison d'institutions, et une autre coalition de forces politiques. Il faut préparer l'Europe pour la mondialisation. L'Europe peut changer les règles qui vont permettre de la maîtriser. Quels sont les changements institutionnels clés pour faire de l'Europe cet acteur politique majeur ? Quelle méthode pour bâtir une nouvelle coalition de forces permettant de faire de ce projet un succès ?

**Anna Diamantopoulou**, previous Commissioner for Social Affairs. European organisations can support and create new groups of people, new politicians and new proposals. Do you believe there are enough politicians in all the countries to support the European idea? In Greece, for the first time, nobody speaks of Europe, because it's boring, not fresh nor new. We need a new generation of Europeanist politicians, a core, maybe this organisation (*Notre Europe*) could bring them together, people who can then go back to their parties and countries and insist on what a European politician is. Institutions and procedures are important but we need to come up with a concrete and clear idea. If we believe in political Europe we have to make it our first goal. Do we believe that the willing States must go forward or that the 27 must go together even in a very slow way? Do we need a detailed Constitution or a general one and a lot of flexibility for those who will and want? On cultural issues: European identity culture and language. We have to choose one language for communication, we'll never lose our languages, we have kept them for thousands of years. If we want an identity we need to have European lessons in schools. We don't have to tell people how the Commission works nor how procedures work, nobody would understand. We need practical ideas, that describe what political Europe is and we need a crucial mass of young politicians and leaders who will support it.

**Une participante :** Pourquoi certains demandent la « non Europe »? Et est-ce que l'idée des Etats Unis d'Europe est enseignée dans les écoles ?

**Jacques Santer :** L'envie d'une « non Europe » est souvent un problème de bureaucratisation, il faut voir comment discuter de manière beaucoup plus substantielle de ce qu'on appelle le *principe de subsidiarité* : ce qui doit être traité au niveau des institutions européennes et ce qui relève au contraire des compétences des Etats Membres. Il faut voir aussi quels sont les problèmes qui intéressent les citoyens et de quelle façon l'Europe peut y répondre. A partir du moment où le citoyen sait que l'UE constitue une plus-value, il est beaucoup plus intéressé. Mais pour réaliser des objectifs il faut en avoir les moyens, des institutions qui fonctionnent. L'initiative de Lisbonne de 2000 n'a pas donné de résultats parce qu'il n'y avait pas les instruments nécessaires à sa mise en œuvre.

Je suis également d'accord avec ceux qui veulent mettre l'accent sur la culture, ce qui amène à aborder la question de l'identité européenne. Je cite Jacques Le Goff qui dit qu'il ne peut pas y avoir une identité européenne s'il n'y a pas une finalité européenne. Mais là on est encore très loin : finalité politique et finalité géographique. Concernant l'identité européenne, l'Europe devrait être un sujet traité dans les programmes d'histoire à l'école. Une question importante soulevée par Anna Diamantopoulou est celle de savoir si nous allons avancer tous ensemble, des coopérations renforcées étant en effet prévues dans le Traité Constitutionnel. Mais cela doit se faire dans le cadre des institutions communautaires, il ne faut pas qu'il y ait une dislocation des institutions communautaires. Revenir à la méthode communautaire nous permettra de résoudre toute une série de dysfonctionnements.

**Alfonso Matteredra :** L'Europe est un malade imaginaire, le non français est un acte d'amour : on dit non pour dire oui à plus de sécurité, moins de chômage, pour apporter des solutions à l'élargissement. Le manque

tragique de l'Europe d'aujourd'hui correspond à un manque de communication mais aussi d'investissement dans la jeunesse. Je suis professeur au Collège de Bruges, et nous recevons 1500 demandes chaque année. Or, nous ne pouvons répondre qu'à quelques 300-400 demandes. Par ailleurs, je suis directeur du Collège européen à Parme où nous recevons 200-300 demandes et nous ne pouvons en accepter que 50. Le non français résulte du fait que les succès sont envisagés comme des échecs. L'élargissement représente le plus grand succès depuis le 9 Mai 1950 : nous avons la paix, nous avons remédié à une tragédie de l'histoire, une tragédie de l'Europe provoquée par elle-même. Si l'on veut moins de plombiers polonais il faut précisément l'élargissement. Avant, il y avait chez nous 6000 travailleurs italiens, espagnols, portugais. Maintenant, il n'y a plus aucun travailleur italien, espagnol, portugais qui émigre dans les autres pays, c'est grâce à l'Europe, et nous aurons aussi plus de sécurité parce que nos lois seront appliquées dans l'ensemble des pays de l'UE. L'Irak était un succès pour l'Europe d'un certain point de vue : nous avons rejeté le principe de la guerre préventive et nous avons voulu montrer que les conflits doivent être résolus au niveau international. Il faut des thèmes mobilisateurs pour donner une nouvelle impulsion à l'Europe.

**Guillaume Klossa,** président d'Europa Nova. Jacques Delors dit que l'Europe est un projet de société, et pour que ce soit le cas, il faut plusieurs choses : d'abord des porteurs de ces projets. Si les Français ont dit non c'est peut être parce qu'il n'y avait pas de porteurs dans les générations intermédiaires. Je me demande si ce n'est pas dans ces générations de politiques qu'il faudrait investir. Il n'y a pas de génération pour faire la transition. Deuxième question : comment faire pour fabriquer des militants européens ? Troisième question : il faut un intérêt général qui soit clairement identifiable. Si vous, les politiques, n'êtes pas d'accord pour dire ce que c'est en trois mots, comment voulez-vous que les citoyens vous suivent ?

**Un membre du comité directeur du Mouvement Européen France**

intervient ensuite. Je ne crois pas qu'on pourra continuer à faire l'Europe comme on l'a fait hier, en se concentrant sur les institutions et en continuant à élargir sans se préoccuper de la consolidation des institutions. Je ne crois pas que la priorité soit de construire une UE qui soit un acteur majeur de la mondialisation. Les bases de l'UE se sont toujours construites de l'intérieur pour se projeter vers l'extérieur. Comme l'a dit M. Davignon, il n'y a plus de consensus. C'est pourquoi, ceux qui veulent aller plus loin doivent discuter entre eux. La priorité consiste à restaurer la confiance. Nous ne ferons pas l'Europe sans les citoyens : oui à une Communauté européenne de la recherche, de l'énergie et de l'environnement, oui à des dépenses d'avenir avec un budget européen doublé et des dépenses sur l'éducation afin que chacun s'approprie la cause européenne. Le budget européen est insuffisant. On ne fera pas le marché unique sans harmonisation fiscale, et si on ne le fait pas vous pouvez dire adieu à l'Europe et au soutien populaire de l'Europe. Il faut consolider l'intérieur et ce n'est que par la suite que nous pourrons nous projeter.

**Débats de l'après-midi****« Entre le monde et la nation, retrouver l'envie d'Europe »**

**Pascal Lamy** : L'idée de ce matin était que l'Europe en a vu d'autres, qu'il y a eu des hauts et des bas, des moments de panne et des moments de réussite, nous avons déjà connu des mauvais moments et nous devons repartir de là. La question sur laquelle je voudrais ouvrir la séance de questions consiste à se demander si la crise actuelle est une crise passagère comme on en a vu d'autres : courte, si bien gérée ou longue, si mal gérée. S'agit-il d'une question d'arrangement institutionnel et de mauvaise connexion avec les opinions publiques, si tout cela est de l'ordre du réparable ou si, comme il a été exposé récemment dans des thèses telles que celle de Gordon Brown, c'est la crise finale, le dernier soubresaut d'un projet qui va mourir après avoir épuisé le moment de sa pertinence historique : l'après Seconde Guerre Mondiale. Les 50 ans qui ont succédé à cette guerre ont provoqué une pulsion d'unification européenne en réaction à une situation assez dramatique. Selon cette thèse, cette pulsion serait en train de se terminer, soit dans une version rose du type : il n'y a plus d'objectif d'unification de l'Europe, il n'y a plus d'espace européen pertinent, il y a des Etats nations qui subsistent, il y a un monde globalisé et cette espèce de chose entre les deux qu'on a essayé de construire n'a plus de sens. Ou bien, dans une perspective un peu moins rose : la tentative qui a été faite d'insérer un espace politique démocratique entre les Etats a échoué parce que l'expérience prouve que le monopole de l'Etat Nation sur la souveraineté, y compris dans sa légitimité populaire, subsiste. Cette tentative, qui consiste à rompre le monopole de la légitimité politique des Etats Nations tel qu'il avait été hérité du concept de Westphalie en 1648, a échoué.

L'animateur, **Vincent Beauvils**, demande aux intervenants à quel moment la politique européenne, dans leur expérience d'élu, de patron, de syndicaliste, les a-t-elle encouragés et à quel moment les a-t-elle déçus ?

**Guy Verhofstadt** : Le sentiment que l'Europe nous a abandonnés est le sentiment qui règne depuis un an, voire plus, depuis les consultations populaires en France et aux Pays-Bas, puisqu'on a lancé, à ce moment là, la période de réflexion. J'avais toujours pensé à une période de réflexion durant laquelle le cerveau fonctionne mais, apparemment, une période de réflexion en Europe signifie que les cerveaux sont arrêtés. Une autre déception a été l'Irak, le manque d'unité parmi les Etats membres pour répondre à cette crise. Un succès a été certainement l'euro, c'est le dernier grand travail et projet qui a été réalisé. Selon moi, l'Europe a besoin d'un grand projet pour avancer et redémarrer.

**Peter Medgyessy** : Personnellement la signature de notre adhésion à Athènes a été le moment le plus mémorable et le plus beau. Je ne me souviens que de moments heureux et encourageants. Je suis d'accord avec Guy : pour l'Europe et la Hongrie c'était le plan d'introduction de l'euro et le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'introduction de l'euro, parce qu'elle a montré que l'Europe est capable de surmonter l'égoïsme national et de choisir une direction. C'était une bonne direction, une bonne décision et une bonne réalisation.

**Nicole Notat** : Dans ma vie de syndicaliste, je retiens comme moment le plus enthousiasmant, celui où, sous la houlette naissante d'Emilio Gabaglio et celle de Jean Lapeyre, au moment de la Confédération européenne des syndicats, nous avons négocié le protocole social de Maastricht. Là, nous réunissions trois ingrédients qui sont encore importants dans nos débats en ce moment. Le premier c'est que c'était un excès à mettre en même temps que la monnaie unique. La monnaie unique c'était difficile, on

essayait d'y accrocher une dimension sociale précisément pour réaliser l'équilibre dont on parlait tout à l'heure. A la fois l'économie et la monnaie qui marche et en même temps la cohésion et l'efficacité sociale. C'était réussi et ces ingrédients sont encore là aujourd'hui : ils sont structurels et porteurs et c'était un moment important dans notre vie de syndicalistes. Un regret, d'avoir considéré avec les autres syndicalistes le moment de l'élargissement comme une évidence, que le fait de réunifier et d'élargir l'Europe ne pouvait qu'être bien et faire plaisir à tout le monde et je crois qu'on a négligé tous, et moi aussi, comment mieux expliquer, mieux porter les enjeux, mieux faire débat sur le sujet.

**Poul Rasmussen** : Europe will not survive if we fall in the following trap: if we tell people that the consequences of globalisation is the end of the Nation State, and there for Europe to take over, this is illusory. You will never be capable of convincing European citizens that this is why we need to have Europe. My experience and yours, dear fellows, is that when changes are coming as consequences of globalisation, when fear becomes a violin you can play as a nationalistic country or party, many people turn to their own language and country and region. Now how can we combat globalisation by saying the Nation State is dead? That is not the way to go. We have to understand what's going on now, and we have to take people's fears seriously, we have to start by saying the following: Europe is not here to be the killer of the Nation State, Europe is here to be the fourth democratic house beside the local, the regional and the national house. Europe is the new linkage between people and politicians, it's the missing link who make us capable of forming a new coherent political approach to globalisation, that is the way to do it, which means in essence that it is the only place which can give back people's feeling of having a direction.

For the moment we are having two battles in Europe. The one political which says "come back to our nation States and you'll see the most far

going tendency” Polish populism is asking people to stay in Poland, to believe in Poland, to say no to Europe. This is one voice, our voice must be that Europe is taking its lead not on the cost of the Nations or the regional and local democracies, but Europe is the chance to get back to those three democratic houses, their true competences and those three houses are then having their legitimacy by Europe. Because if you don’t start there, if you don’t ask yourself what is our major political challenge related to Europe’s and citizens’ ordinary daily life, we’re losing. Jacques Delors said you cannot teach people to make love to a building, and he’s right. We need to politicise Europe, we need to understand that it’s not a mistake that some governments have one opinion about Europe and other governments have another opinion. It’s like in your Assemblée Nationale, if you want people to engage in European questions, they must see we have the same type of discussion we have in our national parliaments, when that that day come we’ll see higher participation in the election of the European parliament, and we’ll see a new understanding of this direction.

**Emilio Gabaglio** : Nicole s’est déjà référée au protocole social de Maastricht, qui selon moi était un moment de bonheur qui trouvait son origine dans un accord passé à l’UE entre les partenaires sociaux. Nous avons réussi ce premier accord de méthode qui consistait à savoir si nous étions d’accord ou pas pour ouvrir la voie à un système de relations industrielles au niveau européen, complémentaire des systèmes nationaux. Après on peut juger sur les résultats de cette dynamique. Il s’agissait d’un tournant, les partenaires sociaux avaient accepté de s’engager mutuellement au niveau européen par le biais d’accords. Le moment de déception a eu lieu lors de la Convention européenne. Nous avons bien du mal, à faire passer une réflexion et des initiatives concernant l’Europe sociale. C’est uniquement après une motion, la seule motion autonome de l’assemblée, déposée par un certain nombre de conventionnels, que finale-

ment le présidium a accepté d’ouvrir un débat sur l’Europe sociale. Cela a porté à très peu de choses. Je crois que nous sommes passés à côté d’une opportunité importante, une réticence que nous avons payé cher par la suite. Selon moi, les arguments développés pendant le référendum en France n’auraient pas permis de changer la donne par rapport au débat français et dans d’autres pays en ce qui concerne le Traité Constitutionnel. Cependant, nous avons, à ce moment précis, laissé passer l’occasion de montrer un visage social et citoyen de l’Europe.

**Vincent Beaufile** : L’intitulé du débat proposé par Jacques Delors était le suivant : entre le monde et la Nation, retrouver l’envie d’Europe. C’est un intitulé inspiré d’une citation de Gordon Brown qui dit : « Entre le monde et la Nation il n’y a plus rien », qu’en pense Guy Verhofstadt ?

**Guy Verhofstadt** : Je pensais qu’entre le monde et la Nation restait encore l’Empire britannique mais évidemment, je connais très mal l’histoire. Je pense que cette phrase nie tout ce qui se passe aujourd’hui au niveau mondial. Que se passe t-il aujourd’hui au niveau mondial ? Nous assistons à l’émergence de grandes puissances économiques : la Chine, l’Inde et le Japon. Ces économies vont devenir beaucoup plus importantes que les économies séparées des pays Membres de l’UE, plus grandes que les économies française, allemande, etc. Ce sont des puissances qui, dans le monde de demain, vont jouer un rôle très important non seulement au niveau économique mais aussi politique et même militaire. Il serait très naïf de penser que, si dans 25 ans, la Chine et l’Inde deviennent de grandes puissances mondiales, celles-ci vont se limiter à des aspirations purement économiques et pas politiques et militaires. Demain, dans 15, 20, 30 ans, nous vivons donc dans un monde tout autre que notre monde actuel. Ce sera un monde globalisé, mais surtout multipolaire, dans lequel les Etats-Unis ne seront plus les seuls à tenir le premier rôle, mais où d’autres puissances vont émerger.

Et si l'Europe et les Etats européens veulent encore jouer un rôle économique, politique et militaire important au niveau mondial, dans cet ordre multilatéral, il sera nécessaire de créer une fédération européenne, une UE, parce que ce ne seront pas les Nations qui pèseront au niveau mondial. Il faut donc la création de cette UE, non seulement au niveau économique mais aussi au niveau politique et même militaire. C'est une nécessité si l'Europe veut encore jouer un rôle important. Henri Spaak, ancien premier ministre de la Belgique, a dit, et c'était la base du traité de Rome : « il n'y a en Europe que des petites Nations ». Il y a ceux qui le savent, comme la Belgique, naturellement, et ceux qui ne le savent pas encore, comme Gordon Brown par exemple, apparemment. Il faut donc être conscient de cela et agir en conséquence. Cela signifie que, pendant la crise actuelle de la Constitution, il ne faut pas essayer de trouver une solution par le bas, comme certains le préconisent en disant qu'il faut couper toutes les parties de la Constitution que les Etats Membres n'acceptent pas, et essayer de faire passer cela. Non, je pense, et j'ai toujours pensé, que si dans la politique on échoue, il faut toujours essayer de trouver une solution, à savoir dire ce qu'il faut ajouter à la constitution, pour faire passer le tout. Si en France des gens ont voté « non » ce n'était pas parce qu'ils étaient contre l'Europe, ou contre la constitution européenne, mais peut-être parce que, selon eux, certains éléments et certaines politiques n'étaient pas dans la Constitution, comme par exemple la gouvernance économique.

A présent, l'exercice consiste à ne pas vouloir sortir de la crise constitutionnelle en faisant une constitution minimaliste. Essayons de trouver la capacité et le courage, de trouver surtout les hommes politiques au niveau européen qui aient le courage de définir aujourd'hui le saut en avant qui doit être fait, comme c'était le cas dans les années 50. Ce que l'on vit aujourd'hui est tout à fait comparable à ce qui s'est passé dans les années 50, quand la communauté française a refusé la CED, qui était

un premier pas de projet politique car il devait être suivi par une CPE. Les leaders politiques se sont donc vus à Messine, ont fait une déclaration, et ont fait un projet qui allait beaucoup plus loin que celui qui avait été refusé, c'est-à-dire la Communauté européenne. Je crois qu'aujourd'hui il faut faire la même chose. Nous avons échoué avec la Constitution et il sera presque impossible de la faire passer comme telle. Faisons alors quelque chose qui va plus loin et qui représente une meilleure réponse aux défis qui se posent au niveau mondial. Il s'agit de se demander si l'Europe va encore avoir un poids au niveau économique, politique et militaire ? Dans 15 ans seulement 5% de la population mondiale vivra en Europe, et 4% aux Etats-Unis. Si nous voulons avoir encore un poids au niveau économique, politique et militaire, il va falloir créer cette union politique comme les Etats-Unis ont su le faire au 18<sup>ème</sup> siècle.

**Vincent Beaufile :** Monsieur Borrell, il y a eu un référendum en Espagne. Vous êtes au sein d'un parti socialiste qui n'a jamais eu peur de la mondialisation. Pourquoi, dans un pays qui pourtant devait avoir peur de l'élargissement puisqu'il allait perdre des subventions importantes, le débat de l'ouverture à la mondialisation n'a-t-il jamais été une gêne pour l'Espagne et les socialistes espagnols ?

**Josep Borrell :** D'abord je ne voudrais pas me réjouir du rôle d'Espagnol et socialiste ici et aujourd'hui, mais il est vrai que le point de vue de l'Espagne vis-à-vis de l'Europe est beaucoup plus positif, d'une façon intuitive, naturelle, acritique. Je dis acritique parce qu'il faudrait être un peu plus conscients de ce que l'Europe représente. Au moment où nous avons perdu Cuba, Ortega y Gasset, un des grands penseurs espagnols du 19<sup>ème</sup> siècle, avait dit « l'Espagne est le problème et l'Europe est la solution ». Puis, après 50 ans de dictature militaire, nous étions écartés de l'Europe. L'Europe représentait le phare, la liberté, la démocratie, l'Etat social et le progrès économique : nous voulions être Européens. Le film

qui a eu le plus grand succès en Espagne en 1986, était un film intitulé « Nous sommes enfin européens ». Il s'agissait d'une histoire comique sur les Espagnols qui étaient un peu des immigrés en Europe, mais qui avaient retrouvé leur pleine identité européenne.

Cela créa alors un état d'esprit très ouvert. Il est vrai que nous aurions pu être contre l'élargissement, finalement nous allons perdre les fonds structurels au bénéfice des pays de l'Est, mais il n'y a pas, dans la société espagnole, le moindre regret. Par ailleurs, nous avons le sentiment que l'Europe est notre seule façon d'exister. Nous savons qu'à Doha l'Espagne ne pèserait pas toute seule. Dans les accords de pêche avec le Maroc, il existe heureusement des accords européens entrepris dans un cadre beaucoup plus large. L'existence internationale d'un pays qui se reconnaît comme puissance moyenne, voire nulle, ne représente pas la même chose que pour le Royaume-Uni qui a conservé des Empires beaucoup plus tard. C'est une étape beaucoup plus universaliste. On accepte qu'on est petit et que, pour réussir, il faut s'unir : l'unité fait la force et nous en sommes très conscients. La Turquie n'est pas du tout un sujet en Espagne. Les Espagnols ne connaissent pas Bolkenstein, le plombier polonais ne nous hante pas la nuit et nous avons reçu un demi-million d'immigrants roumains. C'est un autre état d'esprit, peut être un peu naïf, spontané et volontariste, mais qu'il est nécessaire d'avoir s'il on veut bâtir l'Europe. Ce n'est pas en s'enfermant sur soi-même et en se protégeant contre tout et contre tous que nous créerons l'unité.

**Vincent Beaufile :** Nicole Notat, je reviens sur ce débat qui nous a beaucoup agités en France avant et après le référendum. Avez-vous l'impression que la mondialisation joue pour ou contre l'impératif européen ?

**Nicole Notat :** Je dirais que la mondialisation est présente. Le fait de savoir si elle joue pour ou contre l'Europe revient à mes yeux à se demander

si l'Europe a envie de réagir dans les réalités de son temps, et le débat « est-ce que c'est favorable ou pas favorable », est un débat déjà dépassé. Aucun de nos pays ne peut faire face à la mondialisation en restant dans ses frontières nationales. L'Europe doit être perçue comme un besoin tout en continuant de faire naître du rêve. Je ne suis pas sûre que tous les pays se posent cette question, l'Espagne par exemple, comme on vient de le dire. Mais cette question n'est pas une réaction des Français vis-à-vis de l'Europe. Il s'agit d'une question des Français à eux-mêmes, et on va bien le voir pendant le débat autour de la présidentielle. Cela montre bien qu'en France - et je ne sais pas jusqu'où c'est très différent des autres pays européens - il y a une question de non-basculé culturel sur la capacité à comprendre le monde, tel qu'il est, pas tel qu'on le fantasme, pas tel qu'on le craint ou l'espère, pour mieux construire dans ce monde d'aujourd'hui, des capacités réelles d'agir dans le sens où on a envie de voir exister.

Et de ce point de vue, je crois qu'on a une question française particulière : beaucoup de partis politiques n'ont pas fait jusqu'à ce jour leur *aggiornamento* sur le fond des doctrines qui doivent aujourd'hui guider les visions politiques, qui peuvent être tout à fait différentes selon le type de projet auquel on se réfère, sur la manière de faire face aujourd'hui à cette réalité de la mondialisation. A ce moment là, je crois que l'Europe apparaîtra comme un instrument utile, comme quelque chose qui s'impose à la réponse française. Et, quand je disais tout à l'heure que je regrettais en partie que nous n'ayons pas pris les moyens, au niveau global de la CES mais en France en particulier, d'explicité et de créer du sens autour de l'élargissement, je pense que nous avons dépassé ce moment là en France. Mais aujourd'hui, les effets boomerang sont très lourds. Il est nécessaire de reprendre le chemin et c'est quelque chose qui est de plus en plus difficile à faire. Je crois donc qu'aujourd'hui il ne faut pas attaquer seulement l'Europe, il faut aussi attaquer la mondialisation pour ce qu'elle

est et les réponses apportées à la mondialisation. L'Europe est un instrument important qui nous permet de l'orienter dans le sens que nous voulons.

**Vincent Beaufile** : Peter Medgyessy, la question de la mondialisation pour un nouveau membre. En rejoignant l'Europe vous en profitez. Vous êtes vous-même un acteur de la mondialisation, pour vous la mondialisation n'est pas un sujet par rapport à l'Europe, vous n'avez pas besoin de vous protéger.

**Peter Medgyessy** : Je pense que tout le monde est acteur de mondialisation et je suis convaincu que la mondialisation est un impératif pour accélérer l'intégration. Je suis conscient du fait qu'il y a une certaine peur dans les différents pays à cause de la mondialisation, mais la meilleure protection consiste à être forts. En étant faible, on est voué à l'échec et c'est la raison pour laquelle il faut une Europe forte. Face à la mondialisation, qui est un processus inévitable pouvant être, dans une certaine mesure, ralenti, la bonne réponse consiste à trouver les meilleures solutions européennes. Ce matin, nous avons parlé des affaires étrangères européennes. Je suis d'accord pour dire que le monde a besoin d'un équilibre, et que cet équilibre mondial nécessite une Europe forte, une bonne économie, une armée plus ou moins bien gérée. Cependant, nous revenons tout de même à l'économie et à certaines questions : sommes-nous compétitifs vis-à-vis des autres ? La question n'est donc pas l'Europe vis-à-vis de l'Europe, la grande question c'est l'Europe vis-à-vis de la Chine, de l'Inde, des Etats-Unis et, en ce sens, l'Europe est en perte. A mon avis, la crise n'est pas une crise constitutionnelle, ce serait trop superficiel de la définir de la sorte. La crise est beaucoup plus profonde : c'est un manque de compétitivité, de flexibilité, de mobilité ; un manque d'acceptation des réformes et de leur réalisation, des grandes réformes et des systèmes de redistribution. C'est notre problème et non pas la Constitution ou l'élargissement. On peut

peut-être faire face à cette crise en ne regardant que la France, qui n'a pas ratifié, mais si on regarde plus profondément, il y a un manque de vision, et les Français demandent et demandaient, je suppose, une vision qui est très proche de ce qu'a dit Guy : une Europe forte qui exige une fédération et une capacité de décision. Sans cette capacité de décision, l'Europe restera très faible.

**Vincent Beaufile** : Cette semaine le Premier Ministre, certes français, certes de droite, a dit que l'Europe devait mettre en place une sorte de taxe communautaire, en utilisant le biais climatique pour inventer des taxes qui ne sont plus autorisées par l'OMC dirigée par M. Pascal Lamy ici présent. Il a évoqué la mise en place d'un bouclier monétaire pour contrer la puissance du dollar, et vous nous dites, autour de cette table, qu'il faut accepter la mondialisation. Pourquoi cette demande de protection de la part de l'Europe revient-elle alors dans les débats ? Je vous trouve quelque peu angéliques ; les hommes politiques en fonction utilisent encore la mondialisation et appellent l'Europe pour plus de protection.

**Poul Rasmussen** : On the one hand globalisation is giving us enormous economic and wealth potential, the question is how to do it and I am forced to say to you that people right now say: single market, well done, we need to complete it, but this is part of our growth strategy, economic and monetary union, good creation, euro yes is protecting us, but it's not a dynamic mechanism. So ordinary people and governments are still up to the fundamental question, but have we now ensured us to have an answer to this fundamental one? : will the future States in Europe be social market economies or will they be market societies? Europe cannot give a clear answer right now. That is the fundamental problem because there is a tendency for the moment for which the EU is developing herself as a competition among States, we see tendencies about competing on flat rate taxes, lowering taxes, being income taxes or company taxation. I can't go out and say to

European citizens: “listen dear friends it is ensured once and for all that we are not having social dumping in Europe, that we are cooperating together, that we are realising the triplet of Jacques Delors of competition which stimulates, cooperation which strengthens, and solidarity which unites”.

So my point is that globalisation on the one hand is creating a potential which is big and promising, on the other hand it is leaving to us the possibility to create the framework to realise this potential in practical daily life and for ordinary people. Globalisation created in people’s minds fear for change and uncertainty, because of lack of direction and political guidance. And as long as we do not perform and formulate a coherent political answer to ordinary people worries, then we cannot demand of them to like the European construction as we would like it to be. This is why we are working in my concept, in my environment for what we call a New Social Europe. We have a social Europe, of course we have differences among our welfare states, but we have more in common than we have in difference. We have a UK model, a Scandinavian one, a northern continental one a southern continental one, the new member states one, but if you look after it, the public sector, our universality when it comes to citizen’s rights and duties, you will see more in common than in difference.

Now the big fear among us all is “where are we going now? Are we going to run into a social competition on taxes, or are we going to the other way?” That’s why we are focusing now, as far as I can see, and must do it more broadly, on what I call New Social Europe. People fear change and that’s why we have to learn also from our German experience. Our German former chancellor said that fear has to be realised because it’s necessary, but if you don’t give people a chance, if it’s necessary and they don’t have the choice, this is the worst. My point is you cannot reform the audience, if you don’t tell why, if you don’t give something instead of what you took away. You must tell people what is the new direction. When I started as Prime

Minister in my country, Denmark, the unemployment rate was 14%, when I left, close to 9 years after, it was down to 4,2%. I realised a massive reform approach in this country, it’s called flexsecurity now, we combined social reforms with high economic growth, and that is the fundamental idea in New Social Europe. My dream is, and not an unrealistic one, to create a new roadmap for the modernisation of our welfare state, a new common road map, not an harmonisation in all details but a roadmap which is clear to people, which is relevant for the Nation State and to people. Because everyone, UK, France, Germany have to reform. And the danger is that when we are reforming, we are doing something against each other, that we play a competition amongst States, instead of promoting fair competition among firms, products and services. This is why we need to have this reform. We know that the ten new member States are in a new point of departure compared to Scandinavian ones, and the French and German ones, but again, we want them to move in the same direction. Which means that when a new government and president is elected in France, then you have to create a new French agenda for reforms.

The reason why De Villepin lost his understanding ordinary people on flexibility, is because he forgot the social security, and the reason why people lose when they say we only want to discuss social security and forget all about flexibility, is because they are losing to globalisation. We have to do both dear friends. So the question is not less social policy, the question is better social policy and to have a new exciting work sharing between local, regional, national and European level on promoting this New Social Europe. For example, what are you talking about Poul? How do you want to realise high economic growth? Let me just give an example, Jacques Delors has created the basis to do it, it’s about using the single market. Now we have an economic interdependence among each other of more than one third of our national product. Which means that if Guy Verhofstadt, Finances Minister, next year when he promotes his budget, knows that the

German Finance Minister is doing more or less the same, than he has a greater room of manoeuvre. If you do things together then you can obtain higher economic growth than if you do it isolated and uncoordinated.

**Vincent Beaufls** : J'aimerais connaître les réponses de Guy Verhofstadt à propos de la Nouvelle Europe Sociale que nous présente Poul Rasmussen, mais aussi sur son projet d'Etats-Unis d'Europe. Pourrait-il commencer en nous parlant de sa réaction face à la proposition de taxe ou l'idée de bouclier monétaire européen que Dominique de Villepin présentera au prochain Conseil Européen.

**Guy Verhofstadt** : Selon moi, le fait que la France rejoigne la petite famille des pays qui veulent créer des ressources propres dans l'UE est une bonne chose. Nous n'étions pas nombreux jusqu'ici, juste deux ou trois naïfs. Néanmoins, cela a été repris dans les perspectives financières. En 2009, nous allons redémarrer la discussion sur le budget européen et nous prévoyons alors des ressources propres. Tony Blair, à la fin de sa présidence du Conseil Européen, a lui-même dit qu'il était las de faire des perspectives financières, de parler du rabais britannique - naturellement il a essayé de le sauver - et du fait qu'il voulait, pour l'avenir, des ressources propres européennes. Il s'agit d'une avancée gigantesque et, selon moi, 2009 sera le moment propice pour parler de ressources propres dans l'Union car la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Aujourd'hui, ce sont des contributions nationales, pour lesquelles chacun se bat parce qu'il veut savoir s'il reçoit plus que ce qu'il paye ou s'il doit payer de l'argent en net. Avec des ressources propres, on change complètement la situation, car on donne ainsi beaucoup plus de moyens à l'Europe. Nous ne pouvons pas affirmer qu'en payant 1% du produit intérieur brut européen, nous donnons trop à l'Europe. Cela représente 40 fois moins que ce que nous payons à l'ensemble des autorités nationales, locales, etc. et 20 fois moins que ce que les Etats-Unis paient, le poids de l'Etat fédéral représen-

tant 20% du produit intérieur brut américain. Or, nous nous demandons si 1% ne représente pas trop d'argent, et ce que nous allons faire avec tout cet argent, tout d'abord le dépenser à Bruxelles, je dirais (rires). Il faudra donc devoir parler de beaucoup plus que ce 1%.

Par ailleurs, ne faut-il pas, au niveau européen, un transfert de taxation du travail, de la production vers des taxes sur l'environnement, sur la pollution, sur la consommation, pour avoir un système de taxation en Europe qui, plutôt que de faire exporter nos emplois, fasse exporter nos produits ? Ce changement de taxation doit être fait au niveau européen et non pas national, c'est la stratégie de Lisbonne, n'est-ce pas ? Nous avons comme objectif celui de devenir l'économie la plus compétitive du monde, en utilisant du « benchmarking », du « peer review », en regardant les « best practices », c'est-à-dire en faisant des rapports que personne ne lit, dans lesquels on se compare avec nous-mêmes. Cela n'a aucun sens. Si nous voulons vraiment avoir une réponse à la mondialisation, et à beaucoup d'autres défis, il faut un moteur dans la machine, et la stratégie de Lisbonne ne l'est pas. Quand on a créé le marché intérieur, le moteur était la reconnaissance mutuelle des normes au niveau international, c'était l'idée de Jacques Delors pour faire avancer les choses. Quand on a fait l'euro, on a fait la même chose : on a créé le pacte de stabilité, une politique de convergence pour faire avancer l'idée.

Ce qui manque aujourd'hui c'est un moteur dans le projet européen. Ce que l'on veut créer aujourd'hui c'est une économie compétitive, capable de créer des emplois. Il faut de plus une stratégie européenne, tout le monde le dit, mais il n'y a rien qui crée, rien par rapport à cette stratégie, cette gouvernance économique. Je crois qu'il faut revenir à cette discussion. Quel est le moteur européen ? Selon moi, c'est une politique de convergence comme on l'a utilisé avec le pacte de stabilité pour l'euro. Il s'agit de fixer des valeurs minimales et maximales à l'intérieur desquelles il y aurait une 'autoroute'

économique, socioéconomique, sur laquelle les différentes économies européennes - française, allemande, belge etc - doivent se développer. Les valeurs minimales sont nécessaires pour éviter le dumping social, pour ne pas tomber dans la compétition agressive au niveau européen. Les valeurs maximales de cette politique de convergence seraient nécessaires pour rendre compétitive l'économie européenne, sur le marché du travail, sur la taxation, sur les pensions etc.

Ce n'est pas nouveau, on l'a déjà fait avec le pacte de stabilité dans une certaine mesure, pour créer l'euro. Mais, désormais, il faut aller plus loin et ne pas se limiter à la perspective monétaire. Il faut l'élargir à la perspective socio-économique. Il n'est pas plausible de penser qu'on a un euro avec 12 pays (bientôt 13 avec l'entrée de la Slovénie en janvier 2007) et qu'on peut avoir une union monétaire tout en gardant 12 politiques différentes au niveau économique. Cela reviendrait à imaginer 50 politiques économiques différentes aux Etats Unis avec le dollar : cela serait le chaos complet. Or, c'est ce qui est en train de se passer pour le moment en Europe. C'est pour cette raison que je suis favorable à la mise en place des Etats-Unis d'Europe, au moins dans l'eurozone, avec une gouvernance socio-économique basée sur une politique de convergence. Si on ne peut pas le faire avec les 25, faisons-le au moins avec les 12 et bientôt 13 Etats Membres de l'eurozone car il y a là une nécessité. Si un tel projet voyait le jour, les Britanniques seraient les premiers à adhérer à l'eurozone. A partir du moment où l'eurozone devient quelque chose de sérieux, qui décide et qui avance, Gordon Brown sera le premier à rejoindre l'euro. Ils sont comme cela les Britanniques « if you can't beat them, join them ».

**Emilio Gabaglio** : Je pense qu'effectivement la mondialisation est un défi majeur pour l'Europe. Nous devons reprendre le chemin de l'intégration européenne si nous voulons avoir une place dans le monde à venir. En même temps, cela nous offre aussi la possibilité de retrouver une

mission. Aujourd'hui, la mondialisation n'est pas sous contrôle. Il n'y a pas une gestion démocratique de la mondialisation. Donc, si on veut voir le dynamisme économique de la mondialisation au service d'un développement humain dans un monde plus juste et solidaire, il faut y mettre des règles. N'oublions pas que l'UE est une globalisation régionale réussie. Nous avons libéralisé le marché, nous avons établi des institutions de régulation publiques et sociales. Elles ne fonctionnent pas à notre satisfaction pour l'instant mais, quand même, elles sont là. Cela manque aussi au niveau mondial, l'Europe pourrait offrir un modèle de référence pour une mondialisation différente. Il faut profiter du dynamisme économique tout en ayant des règles pour faire en sorte qu'il y ait une mondialisation de la justice sociale, des droits et pas uniquement des marchés.

Cela dit, je suis d'accord avec Guy Verhofstadt. Pour avoir cet effet Europe, l'UE doit se ressaisir et franchir de nouvelles étapes. J'ai lu son pamphlet, je pense que nous avons accompli des choses importantes mais que l'Europe continue de refuser d'être le moteur de son propre développement. Il n'y a pas d'union économique et monétaire, il n'y a qu'une union monétaire. Il y a donc le problème du pilier économique, de l'harmonisation fiscale et sociale pour des standards minimaux européens. Il y a le problème de la politique industrielle en Europe. Notre système industriel est soumis aux contraintes de la mondialisation, mais il n'y a pas eu de réaction adéquate. On vient de nous proposer un fond d'ajustement à la globalisation, ce qui est ridicule, nous avons besoin d'une politique industrielle.

Mais je ne pense pas qu'on puisse réussir cela dans le contexte politique institutionnel actuel. Il y a eu beaucoup de crise, mais je pense que cette fois-ci on ne pourra pas se passer d'un débat en profondeur, sur l'identité, la vision et la mission de l'Europe. Ce ne peut plus être la vision d'hier cela doit être la vision de demain. Est-ce qu'on peut le faire à 27 ou est-ce qu'on doit commencer, comme le suggère Guy Verhofstadt, par le noyau le

plus intégré de l'eurozone ? Est-ce qu'on ne peut pas partir de là pour bâtir une intégration sociale, voire politique, pour permettre à ce noyau de jouer un rôle moteur ? Ce moteur n'exclura pas les autres Etats membres, tout le monde pourra venir, mais il faut se donner une mission qui puisse être parlante pour les gens. Les jeunes s'occupent beaucoup de la dimension mondiale dans toute une série d'actions volontaires et autres. Ainsi, si l'Europe peut se profiler comme un acteur global qui milite pour la démocratie, et pas en exportant la guerre, pour les droits de l'homme, pour la justice sociale au niveau planétaire, on aura trouvé aussi une mission et la possibilité d'entraîner un nouvel enthousiasme et un nouveau souffle à la construction européenne.

**Vincent Beaufils :** Josep Borrell, vous disiez qu'il faut en finir avec les pleurs et les douleurs. Etes-vous alors plus « Nouvelle Europe Sociale » comme l'a défini Poul Rasmussen ou plus « Etats-Unis d'Europe » comme les définit le Premier Ministre belge ?

**Josep Borrell :** Je ne pense pas qu'il s'agisse de choisir entre une chose et l'autre. On ne fera pas une Nouvelle Europe Sociale, c'est-à-dire on ne mettra pas en commun les affaires sociales à 27, il n'y a pas la moindre volonté de le faire. A la Convention, dans les groupes de travail sur la gouvernance économique de l'Europe et sur l'Europe sociale, nous avons mis sur la table toutes les idées que Guy Verhofstadt a évoqué aujourd'hui, et elles ont toutes été refusées à l'unanimité des Etats Membres. Je ne me rappelle pas quelle était la position de la Belgique, honnêtement, mais je dois vous dire que j'ai posé les mêmes questions : il faudrait que la Banque Centrale s'occupe de la croissance économique, il faudrait que la dictature monétaire et la peur de l'inflation, soient compensées par la crainte du chômage, soyons comme la réserve fédérale américaine, évitons la compétition entre sociétés, faisons que les entreprises se concurrencent loyalement, l'harmonisation fiscale : aucune mesure n'est passée.

Je suis convaincu qu'il faut harmoniser, faire converger les systèmes sociaux, parce qu'avec la seule monnaie unique, cela ne va pas marcher. D'ailleurs cela ne marche pas. Parce qu'une des catastrophes de l'UE, c'est le manque de coordination entre l'Union monétaire et le pouvoir fiscal. Et s'il y a une chose qu'il faut apprendre de M. Blair, c'est qu'ils ont une politique monétaire et politique fiscale bien meilleures que celle de l'eurozone. Alors je comprends que la Grande-Bretagne n'ait aucune envie d'entrer dans l'eurozone. Ils vont perdre en degré d'autonomie, ils vont se soumettre à une discipline extrême, ils ne vont pas pouvoir coordonner leur politique économique comme ils le font. On comprend bien qu'ils n'aient aucune envie d'entrer dans l'eurozone.

Je suis d'accord avec le Premier Ministre belge sur une chose : l'Europe politique, on ne la fera pas à 27. Si l'on veut la faire, il va falloir s'y mettre à moins. Pour quoi faire ? Pour éviter la concurrence entre nos systèmes sociaux. C'est une idée que Poul Rasmussen met en avant avec beaucoup de force. Le futur du monde est en train de s'écrire en Chine et en Inde. Et quand nous, Européens, nous nous préoccupons des libertés politiques en Chine, nous nous préoccupons de la façon dont les Droits de l'Homme sont respectés. On ne doit pas le faire par altruisme, parce que si la Chine ne développe pas un système politique basé sur la liberté syndicale et politique, il n'y aura pas, comme c'est arrivé en Europe pendant la révolution industrielle, une bataille sociale pour faire que les revenus soient distribués à l'intérieur de la population, de façon à ce qu'il y ait une demande interne croissante du marché intérieur et que la masse pauvre puisse à son tour profiter de la croissance. Sinon, nous allons en payer les conséquences. La seule façon de s'en sortir est que la Chine se développe d'une façon équilibrée. Parce que si la Chine est seulement une économie exportatrice, basée sur les bas coûts de la main d'œuvre, alors on ne pourra jamais la concurrencer. Nous avons intérêt à exporter syndicalisme, libertés civiles, débats politiques, qui pourraient permettre à la Chine de faire la même

chose que ce qui s'est passé en Europe pendant la révolution industrielle. Si cela n'arrive pas, alors la mondialisation va jouer contre l'Europe et nous allons sacrifier tout notre tissu industriel à une nouvelle caste de mandarins sur un peuple d'opprimés.

**Vincent Beaufiles** : Il me semble important de demander à Peter Medgyessy son opinion sur la manière dont on s'oriente vers une autre Europe, une Europe qui n'est pas à 27, qui n'est même pas l'eurozone, et comment il voit cela alors qu'il est arrivé dans une Europe dont il ne s'imaginait pas que les volontés se transformeraient ainsi.

**Peter Medgyessy** : J'ai compris le propos de mon ami Rasmussen, qui est de construire une Europe sociale sur une base de différence énorme au niveau du développement. Est-ce que c'est ça ? Est-ce que c'est faisable ? Je ne comprends pas, vraiment. Si on parle d'une Europe sociale basée sur des économies qui sont totalement différemment développées, est-ce faisable ? Est-il pensable d'avoir une Europe sociale avec le même système en Belgique et en Bulgarie ?

**Poul Rasmussen** : I would say to Peter that my point is that of course we would all like to see a fully harmonised social Europe, where we all have the same rights, systems, administrations and duties, my god that would be a nice place, but I'm going to tell you that it's going to take time. And my patience is not to wait until that fairy day to come, what I want to do now is trying to formulate a strategy which is relevant to each and every country, no matter what we are talking about, whether Hungary, Denmark, France or Germany. I know that Germany has to make substantial reforms on her labour market, the message to our German workers is "we cannot guarantee you the same job for the rest of your life. But we can guarantee you another thing, which is employment guarantees. If we can make a new smart green growth in Europe then our job is to ensure that your troubles

from the old job to the new job, is short, enriching through high qualifications, and relevant for having the new job, which is with higher remuneration and higher qualification". This is my point, these troubles and transformations have to be different because we are in different levels, but we have to guarantee that the directions for them are the same. So that we avoid competing each other on social models and compete instead on high qualifications. If you ask for the money, I can only say that if you ask how much a German worker is paying in income taxes and social contributions, totally he's paying more than a Danish worker in income taxation and he's not paying very much in social contribution, so it's also about building social bridges to reform the direction in the new Europe.

**Vincent Beaufiles** : Je vous redonne la parole tout de suite, mais vous avez visé juste, Guy Verhofstadt et Poul Rasmussen ont des solutions qui sont plutôt pour l'Europe de l'Ouest et pas pour l'Europe de l'Est.

**Peter Medgyessy** : Oui et non, parce que j'accepte cela si cette politique, telle qu'elle est décrite par Rasmussen, nous amène aux réformes, au changement profond. Dans ce cas il est évident qu'un jour, on peut arriver à un système bien harmonisé dans la politique sociale.

**Vincent Beaufiles** : Je m'excuse, je vais mettre les pieds dans le plat. Actuellement pour retrouver l'envie d'Europe, on dit ici dans l'Europe de l'Ouest : soyons moins nombreux. Je voudrais savoir comment un ancien Premier Ministre, qui a amené son pays vers l'Europe, réagit quand on dit : faisons des Etats Unis d'Europe au sein de l'eurozone et pas forcément à 27. J'aimerais avoir votre réaction à ce simple projet qui vous exclut d'une certaine façon, je parle de ce qu'a dit Guy Verhofstadt.

**Peter Medgyessy** : Personnellement je suis absolument d'accord sur le fait qu'il faut créer une Europe sur la base de différentes vitesses, on ne

peut pas éviter cela. Ce ne serait pas bien pour les nouveaux venus, et aussi parce que ceux-ci freineraient les autres. Il faut créer des groupes, peut être qu'un de ces groupes pourrait être créé sur la base de l'eurozone et par la suite, on pourrait laisser ces groupes ouverts pour ceux qui sont capables de les rejoindre mais peut-être aussi trouver un mécanisme qui aide au rapprochement de ces groupes. Mais je ne pense pas qu'on puisse créer une Europe tout de suite au niveau des pays les plus développés, ce serait un beau rêve mais cela ne marcherait pas.

**Emilio Gabaglio** : J'aimerais dire comment j'ai compris les propos de Guy Verhofstadt. Nous avons besoin d'approfondir l'intégration européenne. Pendant longtemps, on a dit que l'approfondissement allait de pair avec l'élargissement. On a élargi et c'était bien de le faire, l'élargissement c'est l'unification de l'Europe et c'était politiquement nécessaire et à long terme même nécessaire du point de vue économique et pour notre avenir. Mais maintenant, il y a un déséquilibre entre cet élargissement et le fait que nous avons la nécessité d'approfondir. Guy Verhofstadt nous dit : écoutez il y a l'eurozone, c'est déjà une coopération renforcée. Autour de ça, on veut aller plus loin avec une dimension fiscale, sociale, la convergence, la gouvernance économique, la politique industrielle, que j'ajoute moi-même. Ce n'est pas l'exclusion, d'ailleurs l'eurozone reste ouverte, les Slovaques vont venir, les autres au fur et à mesure qu'ils seront en condition de le faire, c'est un moteur ouvert à d'autres. Le vrai problème c'est la Grande Bretagne et je ne suis pas totalement sûr que Guy Verhofstadt ait raison en disant « They 'll follow you », because I don't believe that Gordon Brown will follow us.

**Nicole Notat** : C'est un mot qui va dans le même sens, que je crois nous partageons tous ici. Le fait d'avoir une monnaie commune est un formidable moteur mais on constate que ce moteur est insuffisant s'il n'est pas accompagné d'un autre moteur : celui des politiques économiques qui convergent avec des politiques monétaires et qui traitent aussi de la question

fiscale. C'est là qu'on est au cœur de l'optimisation du projet européen dans son efficacité économique, de croissance et de développement. Et si nous sommes fidèles à ce que nous disions tout à l'heure, c'est-à-dire que nous cherchons cette Europe que nous voulons, qu'il y a un projet, une vision, qui joue un rôle entre la croissance, le développement et le fait qu'on ne laisse pas éternellement une population importante sur le bord de la route, alors il faut que ce même noyau continue son chemin et qu'il pense dans le même mouvement la politique économique, de développement industriel et les conditions de la cohésion sociale. C'est en ça que ce noyau a une responsabilité qui est celle d'aller plus en avant, compte tenu du fait qu'il est déjà en avant sur la monnaie et que ça ne consiste évidemment pas à oublier ceux qui sont entrés mais au contraire peut être à leur faciliter le chemin, car la direction, la vision sera donnée même si ce n'est pas au même rythme, mais avec les mêmes règles.

**Josep Borrell** : Je propose de revenir un peu au concret, peut être avec des exemples qui vous font réfléchir. Est-il raisonnable que dans un ensemble économique on partage le même taux d'intérêt, mais qu'on ne partage pas la même façon de calculer les bénéfices d'une entreprise ? Je ne dis pas le même taux d'imposition des bénéfices d'une entreprise, je ne suis pas si ambitieux que ça, je dis seulement la même façon de calculer les bénéfices d'une entreprise. On s'est mis d'accord pour partager quelque chose d'aussi important pour un investissement que le taux d'intérêt, et on accepte tous les mêmes taux d'intérêts, même si pour quelques uns c'est trop haut et pour d'autres trop bas, mais on ne s'est pas mis d'accord pour dire que, dans cette zone économique, les bénéfices d'une entreprise sont calculés de la même façon, c'est absurde et ça ne tiendra pas trop longtemps la route.

Est-il raisonnable, par ailleurs, qu'un grand pays et je ne dis pas lequel, vous pouvez le deviner, décide d'augmenter la TVA, sans demander l'avis

d'un autre grand pays voisin avec des économies tellement liées comme celles de la France et de l'Allemagne. De quoi parle-t-on quand on parle de coordination ? Que veut-on coordonner si on n'est même pas capables de dire quelle est notre politique fiscale ici et là. Est-il raisonnable de fixer des standards environnementaux qui finalement déterminent les coûts des entreprises, et de refuser systématiquement d'établir tout standard social, qui détermine aussi les coûts des entreprises ? Pourquoi accepte-t-on de déterminer les coûts des entreprises du côté environnemental et pas du côté social ? Je ne dis pas le même salaire minimum dans toute l'Europe. Je pense qu'il y a des logiques différentes qu'on applique qui ne vont pas tenir la route très longtemps et on a payé en termes d'emplois très cher ce manque de coordination et ce manque de volonté d'être cohérents dans l'intégration économique. Je pense que Guy demande que ceux qui veulent le faire le fassent. Les pays qui ont décidé de partager la même confiance dans une même monnaie sont plus prêts que d'autres à partager plus d'intégration politique et donc plus de convergence sociale.

## Questions du public

**Joao Correa**, réalisateur belge : Vous ne pensez pas que toute avancée d'Europe passe par l'identité culturelle ? L'identité culturelle est aussi l'éducation et la diversité culturelle. Nous, les réalisateurs européens, avons dû nous opposer à M. Lamy, chercher du secours à l'UNESCO, et faire un Traité sur la diversité culturelle, afin de pouvoir maintenir en Europe la diversité culturelle. Quelle est donc la place de l'éducation, de la culture et de l'identité culturelle en Europe ?

**Pascal Lamy** : Je parle au titre du passé, pas de ma position actuelle de laquelle je suis obligé d'avoir une opinion neutre sur ces questions de diversité culturelle. Mais pour ce qui est du passé je n'ai pas le sentiment

d'avoir eu le moindre problème avec les réalisateurs européens. J'avais proposé un mandat au Conseil des Ministres sur cette question, qui consistait à ce que l'UE ne prenne pas d'engagements de libéralisation supplémentaire dans ce domaine. J'ai eu la majorité nécessaire au Conseil des Ministres, au Parlement européen, et c'est la raison pour laquelle l'UE n'a proposé dans ce domaine aucune libéralisation supplémentaire en matière audiovisuelle. Je sais que les réalisateurs européens aimeraient parfois qu'il y ait matière à conflit, je suis très triste de ne pas pouvoir vous proposer cette animation.

**Un participant**, ancien délégué employeurs à la négociation du dialogue social européen ; je suis allé récemment à Budapest et Bucarest et j'ai rencontré des représentants des patronats et des syndicats. Il y a une grande réserve vis-à-vis de la Commission Européenne et certains m'ont même dit : nous sommes sortis d'un poids considérable de notre passé politique, et à certains moments nous sommes culturellement réservés vis-à-vis du poids de la Commission. Deuxième question : vous avez évoqué le problème du dialogue social européen qui peut être une manière de contribuer à resserrer les liens, est-ce que dans le dialogue sectoriel européen il n'y aurait pas un travail à faire ? Car je peux vous dire qu'en discutant avec des leaders patronaux et syndicaux des nouveaux pays, ils ne sont pas contre un dialogue sectoriel mais ils sont contre un dialogue au niveau de Bruxelles.

**Peter Medgyessy** : Je pense que c'est normal que les gens n'aiment pas la discipline mais elle est nécessaire et inévitable, donc la Commission met des balises. Il faut l'accepter, les patronats, les syndicats, les gouvernements sont contre, il faut accepter des mesures qui ne sont pas très populaires et s'ajuster aux nouvelles normes, mais je ne pense pas que ce soit si grave que cela. Les gens n'aiment pas la discipline mais il faut l'accepter.

**Emilio Gabaglio** : Le dialogue social est un acquis important de la gouvernance économique et sociale en Europe et les nouveaux pays membres ont repris cela dans les nouveaux Traités d'adhésion, donc c'est une question de mise en pratique et de culture qui va prendre du temps. Ces pays sortent de régimes qui avaient supprimé toute sorte de dialogue social. J'aimerais souligner l'importance du dialogue social européen comme un élément transnational important, qui peut aider à faire ressortir la réflexion et le débat sur l'Europe. En Europe, il manque un espace public européen, il faut renforcer davantage les partis politiques en Europe et les forces syndicales, et les représentations économiques, la société civile. Ce serait un moyen d'associer les citoyens à travers leurs associations d'être acteurs dans la construction européenne

**Poul Rasmussen** : Czeq Republic, Hungary, Estonia, Lithuania, you can discuss how strong social partners are there but they are positive. One thing is worrying, for the moment when the Commission or the Government tries to start a social dialogue at EU level nothing comes out of it, because there's not the same interest on the two sides of the table. The Trade Union Movement want a social dialogue, but what is the interest of the Employers Union to have social dialogue now? In Jacques Delors' time, they had a very fundamental interest in going to the table, because they knew that if they didn't make an agreement, the Commission would have come out with a proposal for legislation. Now they know that the Commission will not come out with a proposal for legislation, so where is the interest to make a compromise, if there is no consequence? That's why I think our discussion about having a roadmap is important, we need coherence. I don't fear China or India because we have one competitive strength which is stronger than anything else: coherence.

**Fabien Chevalier** de Sauvons l'Europe : Je tenais à remercier les intervenants qui ont parlé des jeunes. Pour parler un peu de mon expérience au

niveau du TCE en France, au niveau des jeunes il y a eu un rejet, parce qu'au niveau des gens de ma génération, l'Europe c'est une réalité qui a toujours été présente, réelle, grâce aussi à Erasmus. Ma question : aujourd'hui l'Europe est quelque chose de très complexe, comment alors l'expliquer aux gens pour qu'ils puissent y adhérer et participer à sa construction ?

**Vasso Papandreou**, Member of the Greek parliament and ex commissioner for social affairs, in the Jacques Delors Commission, also member of the 'Comité Européen d'Orientation' de Notre Europe: we didn't have a referendum; the Constitution was accepted by the Greek parliament, by a great majority. At that time a great majority of people was in favour. If tomorrow we have a referendum, I am not sure that the result would be positive. Two reasons: 1. Europe doesn't play a role on the international scene; people don't feel proud to be Europeans (e.g. position of EU concerning the war in Iraq). 2. All restrictive measures in order to increase competition, in order to make Greece more productive and competitive are attributed to the EU. People see the EU as an entity in favour of market forces, distribution of wealth is very unequal, inequalities are increasing rather than decreasing, they see the EU doesn't have frames to protect workers and citizens. The Scandinavian model is nice but difficult to be implemented in other countries. The EU should have a frame to promote security among people, if this is difficult why cannot the EU do more about young people, mobility programmes, etc... to be more associated with Europe?

**Josep Borrell** : Je réponds à la question sur le manque de politique extérieure commune. J'ai le même regret que vous concernant le fait que l'Europe n'a pas une position commune en politique extérieure par exemple concernant le Moyen-Orient : nous avons une grande présence mais pas de politique. Mais les intérêts sont très divergents et la compréhension du monde des membres de la Commission européenne est très différente. Concernant le constat sur la complexité de l'UE, c'est vrai, elle est beaucoup

plus complexe que le modèle de Montesquieu que nous avons tous dans la tête. C'était une erreur de mettre dans la partie Trois du Traité une sorte de résumé du Traité, parce que cela donnait le sentiment que c'était incompréhensible. Pour les Espagnols, c'était aussi complexe que pour les Français, est-ce que les espagnols, en votant oui, ont compris mieux le texte que les français? Non, il doit y avoir d'autres raisons que la complexité et sans doute en France il y a un fond de malaise social et de montée des inégalités, cela donne comme réponse le non à un système qui ne donne pas la sensation de fonctionner. Mais l'Europe est complexe par nature, on peut faire un effort pédagogique mais elle a un degré irréductible de complexité.

Un **participant** qui se présente comme un « français ordinaire » pose une question à Pascal Lamy : j'ai voté non, après avoir hésité, mais finalement ce que j'entends aujourd'hui me convainc que je n'ai peut être pas eu tort. Il est clair que la mondialisation n'est pas sous contrôle, et c'est une des raisons essentielles pour lesquelles j'ai voté non. La construction européenne n'est vraiment pas sous contrôle, le fait qu'on abandonne la question de l'harmonisation fiscale pour la libre circulation des capitaux ne peut pas passer. Je suis professeur d'économie et je connais la théorie des avantages comparatifs. Pouvez-vous nous indiquer la façon dont la Chine protège son économie, ses mesures de protectionnisme économique ?

**Pascal Lamy** : C'est hors sujet mais je vais répondre parce que c'est la règle du jeu, en dix secondes : le tarif agricole moyen des chinois est de 15%, celui des Européens est de l'ordre de 60%.

**Julian Hale** freelance journalist in Brussels. My feeling is that Europe needs some time to consolidate what is agreed, which is a British approach if you like. My question is: would it be worth the European Parliament to have debates on the Lisbon strategy or having a league table for the Lisbon Strategy? My second point is about implementation of directives, we should

have a proper debate saying who is good in implementing directives and who is not, because we have to implement what has been decided. Third point: do we need a European economic nationalism? Because Europe should protect its defence market.

**Josep Borrell** : Au Parlement on a eu beaucoup de discussions sur la stratégie de Lisbonne et le rapport Wim Kok, on fait des réunions avec les Parlements nationaux, mais je ne pense pas que des progrès aient été faits après le rapport Kok. On continue à être dans une stratégie qui est très difficile à saisir et à mesurer dans sa performance pratique, mais le Parlement a fait beaucoup de rapports là dessus. On n'a jamais fait au sein du Parlement un rapport de blamed/ashamed sur la transposition des directives au niveau national.

**Poul Rasmussen** : I think this debate on blaming/ashaming should start in national Parliaments, because this is a political debate and you cannot discuss the Lisbon strategy without combining it with the actual economic environment of the EU. We have 18.5 millions unemployed people and a growth which is far too low to reduce unemployment. How can you demand government to restart reform process while at the same time citizens see their jobs disappearing, and there is no direction telling them that now we are united to form this New Social Europe to have higher growth, higher jobs combined with the Lisbon Agenda? My point is that we risk falling in the same trap we cannot make reforms without growth and we cannot make sustainable growth without reforms, they have to go hand in hand, this must be a simultaneous approach, and it's worrying that the Ministers of Finance at Ecofin have their meetings and the Ministers of labour have other meetings and there is no coordination.

Concerning the question of protectionism: I am afraid that even if workers will say they are prepared to be 'solidaires' by accepting their job is outsour-

ced to India and China on textile, shoes and everything, can you guarantee us that the workers out there are having their fair share of this outsourcing equal to decent work? As long as we cannot guarantee EU workers that this is the case, we are risking to face right wings nationalistic parties and workers who are fearing for their future and this is why the decent work agenda is important for the EU global player to ensure the next generation that open trade is compared with decent work.

**Un participant**, se présentant comme « citoyen français et européen » fait le commentaire suivant: il existe un hiatus entre le débat de ce matin et celui de cet après-midi, d'un côté une dynamique européenne qui était devenue l'apanage de la Commission et d'un autre côté les attentes des citoyens, ce qui devait expliquer les refus français et néerlandais, et on a essayé d'en lister les causes. Comment les citoyens peuvent-ils se sentir concernés par ces débats ? Il y a un hiatus entre le débat sur les causes et les solutions proposées.

**Nicole Notat** : Il y a des écueils qu'il faut éviter dans la réconciliation entre citoyens et institutions européennes. Premier écueil : l'illusion que des directions aussi lourdes que celles auxquelles on est en train de penser peuvent s'élaborer et se mettre en place tout le monde étant concerné par tout. Autre écueil : on a élu des gens responsabilisés et par conséquent ils ont tout à penser dans leur sphère, entre deux élections, de ce que sont les réactions des populations et des points de vue qui ne sont pas harmonieux entre eux. Pour retrouver l'envie de politique, d'Europe et d'une vision commune, il faut réfléchir à une méthode. Il me paraît que ce qu'on a évoqué est très près de celles qui sont les préoccupations des européens. Quand Poul Rasmussen parle des conditions dans lesquelles la croissance et le développement se construisent sans oublier les garanties de protection sociale, c'est au cœur de ce que demandent les Européens. Quand on a parlé de politiques énergétique, industrielle, de réconciliation entre

politique monétaire et politique économique etc., il me semble que nous sommes au cœur des éléments qui s'expriment.

Alors, est-ce que la méthode est pertinente aujourd'hui ? Est-ce qu'il n'y a pas déjà à prendre un temps de l'identification des questions qui deviennent les questions majeures pour l'Europe en tant que telle et pour l'Europe dans son action dans le monde, en identifiant non tant un projet global avec un grand P, mais en identifiant les projets qui ont tous été listés depuis ce matin et en acceptant d'avoir un temps pour les rendre visibles et explicites entre ceux qui les portent et ceux qui attendent une réponse à la question ? Je pense qu'il y a un premier temps pour tenir un débat autour des thèmes sur lesquels tout le monde n'a pas le même point de vue, et où il faut s'attacher à créer une réponse politique et un temps de la préparation de la décision.

Quand on touche au temps de la décision on est obligé de penser en même temps quels sont les moyens qui vont nous permettre de prendre une décision et on revient aux institutions qui vont mettre en oeuvre ce qu'on aura eu le temps de mettre en avant entre nous. Pour faire tout cela il faut retrouver du leadership, qu'il soit syndical, patronal ou politique, avec une capacité à porter ces enjeux sans avoir peur de son ombre. Il faut que des personnes, hommes et femmes, incarnent cette vision et cette proposition de telle manière qu'on leur fasse confiance, alors peut-être qu'on n'aura plus besoin de lire la Constitution mais on fera confiance à la personne qui nous dira « je vous assure nous allons mettre en oeuvre la bonne position à laquelle vous adhérez »

**Un participant**, qui déclare appartenir à une génération qui a eu 20 ans en 1950 rend hommage aux Pères fondateurs : les gens de ma génération, nous adressons un grand merci aux constructeurs de l'Europe. Ils ont fait pour l'Europe et les citoyens européens un travail extraordinaire. Il y

a maintenant un déficit de communication et de publicité sur l'Europe et ses actions, ses compétences, ses résultats, il faut faire un effort dans ce sens parce que l'Europe de demain passe par là. Concernant les jeunes, savez-vous qu'il existe un programme en France au sein du Ministère de la jeunesse et des sports, parallèle à Erasmus, qui s'appelle Agence Européenne de la Jeunesse pour des jeunes non diplômés en difficulté, c'est un organisme qui devrait être développé car il s'adresse à tous les jeunes.

**Vincent Beauvils :** A Josep Borrell de répondre à la question pourquoi l'Europe ne sait pas se vendre ?

**Josep Borrell :** C'est vrai et je ne sais pas pourquoi on ne sait pas le faire même si on a des bureaux d'information dans toutes les capitales européennes et une Vice-présidente de la Commission qui est Commissaire à la Communication. Les jeunes nous regardent avec une certaine indifférence. Il y a peut être une raison, qui est que les citoyens et les jeunes ont une situation très particulière, c'est que l'Europe n'a pas de solution immédiate à leurs problèmes. Je viens de faire trois débats en Finlande, Grèce et Italie avec des jeunes. Je ne pouvais pas répondre à la plupart des questions qu'ils me posaient. C'était du genre : « qu'est ce que l'UE peut faire dans tel ou tel domaine, pas grand-chose cela relève des politiques nationales, par exemple le loyer, l'obésité, la précarité dans l'emploi. Les gens ont des problèmes quotidiens qui ne trouvent pas de réponse dans des politiques européennes, et je pense que cela fait partie de la politique de communication.

**Peter Medgyessy :** J'ai vu que les gens pendant ce débat veulent s'exprimer et pas tellement poser des questions et je pense que c'est déjà une bonne réponse de la part des dirigeants européens de laisser les gens s'exprimer.

## Conclusions de Pascal Lamy

---

**C**onclure serait de toute évidence présomptueux, je vais simplement vous proposer quelques réflexions qui me sont venues à l'esprit en écoutant la conversation de cet après-midi, qui a eu le mérite de partir de la crise actuelle et de chercher des réponses pour en sortir.

Le point de départ me paraît unanime, c'est que la crise actuelle n'est pas d'abord institutionnelle, c'est une crise plus politique, de légitimité, de sens, de souffle, de désir, peu importe le mot exact. Il y a une crise sur ce qui emporte l'adhésion et qui pousse à l'action, c'est cela qui manque pour l'instant. Deuxième élément dans le consensus de cet après-midi : le sens à donner au projet européen de nos jours, réside probablement dans le rapport à établir à la mondialisation. Il y a autour de cette table un consensus sur le fait qu'une organisation économique, sociale, politique, un échelon entre le local le national et le mondial est un projet pertinent.

Je ne pense pas que ce soit un consensus partout. On a parlé de thèses qui ne concordent pas avec cela, mais il y a cet après-midi un accord sur le fait que, si l'on veut faire partie des éléphants du monde de demain, ce projet est pertinent et pourrait emporter l'adhésion et porter à l'action.

C'est là que cela se complique, parce que la définition commune à 27 de ce qu'est le rapport à la mondialisation est beaucoup plus difficile parce que les thèses, les visions, les approches politiques de cette question sont différentes, et on en a vu quelques exemples durant la discussion. Il y a, si vous prenez l'UE à 27, deux thèses qui se juxtaposent, se distinguent et peut être même s'affrontent. Il y a la thèse qui consiste à dire que ce projet européen doit être un rempart contre la mondialisation, que la mondialisation est une force négative, une espèce de course sans fond vers des abîmes économiques et sociaux et qu'il faut la stopper, et donc que l'Europe a vocation de protéger. Il y a d'autres thèses qui sont à l'opposé de celle-là, qui consistent à dire que la construction européenne est une très bonne chose parce qu'elle représente une adaptation, un ajustement à la mondialisation, et permet de procéder à des régulations qui ont l'avantage de faire exploser une gangue réglementaire héritée d'un passé révolu. Si on fait une interrogation écrite autour de la table européenne, matérialisée comme un Conseil Européen où les Chefs d'Etat et de Gouvernement des 27 sont représentés, sur la thèse : « qu'est-ce qu'est la mondialisation ? Faut-il se protéger contre ou s'y ajuster ? », on aura un spectre de positions qui couvrira l'ensemble de ces réponses. Il va falloir se mettre d'accord sur cette question si l'on veut peser, il y a nécessité d'un compromis : ou on veut peser dans le monde de demain et alors il faudra se mettre d'accord, ou on considère qu'on ne peut pas transiger dans le compromis entre ces deux thèses et, à ce moment-là, il faut être prêts à se retrancher dans les frontières de l'Etat Nation dans ce monde de demain. Je pense qu'il n'y a pas d'alternative : ou c'est le compromis, ou c'est le retrait dans un monde qui est celui, en quelque sorte, préexistant à la vague actuelle d'intégra-

tion européenne, qui a commencé il y a une cinquantaine d'années.

Je pense personnellement qu'un compromis est possible, en plus du fait qu'il est indispensable et qu'il tourne autour de cette notion que la mondialisation n'est ni à arrêter ni à prendre telle quelle, la maîtriser, en prendre les bienfaits et en corriger les méfaits. Ce débat n'a pas eu lieu pendant la rédaction de la partie III du Traité, ce qui est un choix tactique respectable mais erroné à mon sens, et il faut savoir que le reste du monde regarde ce débat. Si l'Europe dit : la mondialisation est quelque chose dont nous voulons nous protéger, ce n'est pas un débat qui reste entre nous mais c'est un signal qu'on envoie aux pays en voie de développement pour qui mondialisation signifie réduction de la pauvreté. De même si on s'approprie la thèse qui dit que la mondialisation est l'instrument d'une dérégulation indispensable, à ce moment-là l'identité européenne, qui n'est pas celle-là, en subit les conséquences dans ses relations avec le reste du monde.

Il faut avoir ce débat, parvenir à ce compromis qui ne sera pas définitif, mais il faut le rebâtir pour les temps qui viennent car c'est la seule condition pour retracer une perspective d'avenir pour le projet européen. L'Europe est le seul continent de cette planète dans lequel les sondages d'opinion sur l'avenir sont aujourd'hui négatifs. Quand on sonde les populations sur la question « est-ce que demain sera meilleur ou pire qu'aujourd'hui ? », tous les autres continents de la planète, y compris l'Afrique, considèrent de très loin que l'avenir sera meilleur que le passé. Il y a un endroit de dépression dans ce système, qui est le système européen. Je crois que ceci est en quelque sorte la vraie explication de la crise actuelle, je crois qu'on ne peut pas recréer le désir d'Europe si on ne recrée pas de désir d'avenir.

Dans l'immédiat, où se diriger ? En attendant, à supposer que ce débat ait lieu et que ce compromis, que je considère indispensable, soit retrouvé. Plusieurs thèses là-dessus, dont l'une consiste à avancer avec les sujets

sur lesquels nous sommes d'accord : c'est la thèse des coopérations renforcées. Il reste à vérifier que c'est faisable, que ce périmètre intellectuel peut être rempli par une réalité politique.

On n'a pas parlé du projet de Traité constitutionnel, avec lequel les institutions vont devoir se confronter, ce projet est là, il a été signé par tout le monde, il a été ratifié par deux tiers des Etats Membres de l'Union, ce qui n'est pas négligeable, il y a eu deux non. La question se pose de savoir ce qu'on fait, on a entendu ce matin et cet après-midi qu'il ne faut pas que le temps de la réflexion dure trop longtemps, à supposer que ce soit effectivement le temps d'une réflexion, et je partage ce point de vue, je note simplement que cette question n'a eu aucune place dans le débat de cet après-midi, ce qui n'arrange pas, à mon avis, la situation des personnes qui ont en charge ce dossier. La prochaine présidence allemande va devoir répondre à cette question. Et ce n'est pas simple car ce qui ressemble à du ravalement aura l'air de considérer que les signaux donnés par les électeurs n'ont pas été pris en compte et que tout ce qui ressemble à de la réflexion devra passer par un 'détricotage' avant de passer pour un 'reticotage', mais sur ce point pas de lumière dans la discussion de cet après-midi.

Remerciements aux Intervenants, animateurs, participants, interprètes, organisateurs : *Notre Europe*, Gaëtane Ricard-Nihoul qui a présidé à la manœuvre, Ute Guder, Jean-Pierre Bobichon, le groupe Nouvel Observateur - Challenges, en particulier France Roque et Marie Riber.

Notre Europe continuera à tenter d'apporter des réponses aussi structurées que possible à ces questions. Son Conseil d'Administration a adopté hier une Charte pour les mois qui viennent, qui recoupe assez largement la discussion d'aujourd'hui, vous trouverez cela sur le site de Notre Europe.

**Vincent Beaufils** : Pensez à associer Jacques Delors à vos applaudissements et remerciements. C'est bien lui qui a fondé Notre Europe et qui nous a toujours donné une immense envie d'Europe : merci Jacques Delors.

## Programme

# PROGRAMME

1996-2006

## Notre Europe demain

Samedi 18 novembre 2006  
Palais du Luxembourg •15, rue de Vaugirard •750

<p style="text-align: center;"><b>9H30</b> <b>ACCUEIL</b> <b>10H00 - 12H30</b> <b>AU COMMENCEMENT ILS ÉTAIENT SIX</b> MESSAGE D'ACCUEIL Christian Poncelet, Président du Sénat PRÉSIDENT DE SÉANCE Jean Daniel, Directeur du Nouvel Observateur ANIMATEUR Laurent Joffrin, Directeur de la rédaction du Nouvel Observateur</p> <p style="text-align: center;"><b>TABLE RONDE SUIVIE D'UN DÉBAT AVEC LES PARTICIPANTS</b></p> <p style="text-align: center;">Vicomte Etienne DAVIGNON Ministre d'Etat, ancien Vice-Président de la Commission européenne Jacques SANTER ancien Premier Ministre luxembourgeois et ancien Président de la Commission européenne Wim KOK ancien Premier Ministre néerlandais Karl LAMERS ancien membre du Bundestag Jean FRANCOIS-PONCET ancien Ministre français des Affaires Étrangères Tommaso PADOA-SCHIOPPA Président de Notre Europe Ministre de l'Economie et des Finances de la République italienne</p> <p style="text-align: center;">Conclusion par Jacques DELORS Président fondateur de Notre Europe et ancien Président de la Commission européenne</p>	<p style="text-align: center;"><b>14H30 - 17H00</b> <b>ENTRE LE MONDE ET LA NATION, RETROUVER L'ENVIE D'EUROPE</b></p> <p style="text-align: center;">PRÉSIDENT DE SÉANCE Pascal Lamy, Président d'honneur de Notre Europe et Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce ANIMATEUR Vincent Beauflis, Directeur de la rédaction de Challenges</p> <p style="text-align: center;"><b>TABLE RONDE SUIVIE D'UN DÉBAT AVEC LES PARTICIPANTS</b></p> <p style="text-align: center;">Guy VERHOFSTADT Premier Ministre belge Josep BORRELL Président du Parlement européen Nicole NOTAT Présidente de Vigéo Emilio GABAGLIO ancien Secrétaire Général de la Confédération européenne des syndicats Poul RASMUSSEN Président du Parti Socialiste européen Peter MEDGYESSY Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, ancien Premier Ministre de la République de Hongrie</p> <p style="text-align: center;">Conclusion par Pascal LAMY Président d'honneur de Notre Europe et Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce</p>
--	--

INSCRIPTION \*  
[mrriber@nouvelobs.com](mailto:mrriber@nouvelobs.com)



\* dans la limite des places disponibles

## Mentions légales



Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives  
au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.

La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des  
informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

© *Notre Europe, mars 2007*